

La Gueule ouverte

N° SPECIAL

N° 110 - mercredi 16 juin 1976 - hebdomadaire

France 4 F - Suisse 3 FS - Belgique 40 FB - Canada 1,75 \$

QUE SE PASSE-T-IL

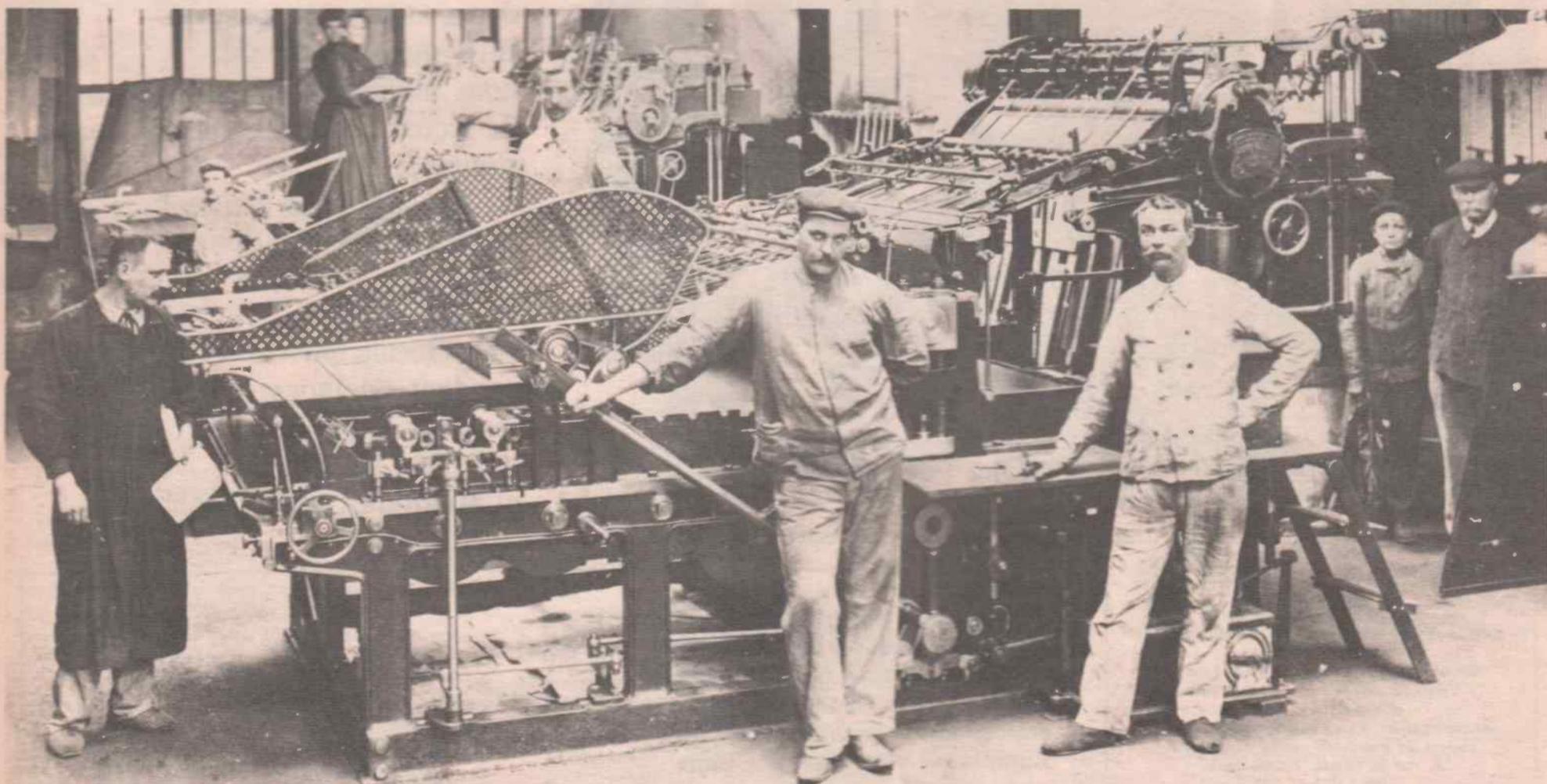


Photo H. Roger-Viollet

DANS LA PRESSE ?

QUE SE PASSE-T-IL DANS LA PRESSE ?



Photo H. Roger Viollet

Que se passe-t-il dans la presse ?
Il s'y passe en ce moment
des choses graves,
lourdes de conséquences
pour l'avenir de l'information,
de la liberté d'expression,
de la culture en général.
Bien que cela semble
nous éloigner momentanément
(le lecteur s'apercevra que nous
sommes,
en fait, en plein dedans)
de nos préoccupations
d'écologie politique
du quotidien,
« La Gueule Ouverte » va s'efforcer
pendant quelques semaines,
de faire le point sur cette « crise »
qui n'est peut être
ni spontanée ni innocente.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication : Isabelle Cebut
maquette : Philippe
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
relations extérieures : Martine Joly
abonnements : Fifine
administration : « les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2100 F
8, rue de Condé, 75006 Paris.
(tél. : 033.47.02)
dépôt légal : 1^{er} trimestre 1976
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
distribution N.M.P.P.

abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire,
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
8 rue de Condé, 75006 Paris.

Abonnement

Vous êtes en train de lire le gros
dossier de « la Gueule Ouverte »
concernant la crise de la presse.
Comprenez-vous bien que dans
ce contexte la survie d'un certain
hebdomadaire sympathique de
16 pages paraissant le mercredi
ne sera due qu'à la confiance et
au soutien que lui témoigneront
ses lecteurs en s'abonnant dare-
dare ? Allez ! Un bon geste de
votre part, et on leur fait la pige
aux Hersant et compagnie !

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

désire s'abonner pour un an (180 F), six mois
(95 F), trois mois (50 F) (1) à dater du numéro.....
Ci-joint un chèque bancaire ou postal ou un man-
dat (1) de F à l'ordre des Editions Patatras, 8,
rue de Condé, 75006 Paris.
PRECISER S'IL S'AGIT D'UN REABONNEMENT
OUI (1) NON (1)

On accepte les abonnements de soutien.

(1) rayer les mentions inutiles.

Aujourd'hui :
les problèmes de la presse
quotidienne.
Les semaines suivantes :
fiscalité et presse périodique,
l'empire Hachette,
les N.M.P.P.,
la contre-presse, etc.

Les nouveaux canuts

La responsabilité de ce qui se passe actuellement dans la presse quotidienne, c'est tout facile, on lui a déjà trouvé un porte-chapeau : l'ouvrier. Ben voyons !

En l'occurrence, c'est « l'ouvrier du livre », cet animal à part, mal connu, à la fois respecté (c'est un spécialiste, il fait un beau métier, il sait observer une solidarité à toute épreuve) et moqué (il n'a pas su évoluer, il vit encore en 1900 avec sa tradition anar et son refus de s'adapter aux méthodes modernes).

Petite histoire : tout commence à la Libération, dans la confusion ambiante. Tous les titres qui avaient continué à paraître sous l'occupation et plus ou moins collaboré étaient alors séquestrés (ce qui n'a pas empêché par la suite certains des dirigeants et journalistes y ayant participé de reprendre place, et bonne place, dans la presse, les mémoires sont bien courtes quand ça arrange le capital, mais c'est une autre histoire...). C'était le cas du « Temps » (remplacé par « Le Monde ») « Le Matin », « Paris Soir » (remplacé par « France-Soir »); « L'Œuvre », « Le Jour », (remplacé par « L'Aurore ») « L'Auto »...

Les groupes résistants ont créé à ce moment-là les nouveaux journaux qui s'intitulent encore aujourd'hui « issus de la Résistance », quelles qu'en été leur évolution par la suite et l'entente réelle entre les diverses tendances (communiste, gaulliste, etc.) qui composaient ces groupes. Les imprimeries, elles, étaient remises aux Domaines et gérées par la S.N.E.P. : société nationale d'entreprise de presse. Cette société facturait l'impression des titres nouveaux issus de la Résistance et des quelques titres

ayant cessé de paraître sous l'occupation qui refaisaient surface.

Tout ça n'allait pas fort. C'était un peu la pagaye. Il a semblé pratique et efficace de s'adresser au syndicat CGT (FO n'existait pas encore dans la presse) pour lui donner la responsabilité d'engager du personnel qualifié et de faire du bon travail. C'est ainsi que, par un accord tacite, le syndicat CGT de la Presse (divisé en deux sections : « le livre » pour les quotidiens, « le travail » pour les hebdomadaires et périodiques) s'est vu offrir le monopole de l'embauche dans la presse. En même temps étaient signées des « annexes techniques » (pour le « travail » il s'agit seulement d'une « convention », plus souple) réglant les conditions d'emploi, de rémunération, d'effectifs (et laissant volontairement dans une certaine ambiguïté les problèmes un peu gênants chaque partie, patrons et ouvriers, espérant bien être le plus malin sur le tas, coup par coup, et profiter de l'ambiguïté des accords pour tirer la couverture à soi).

Ce calcul d'une responsabilité laissée à un syndicat monopoliste n'était pas mauvais : « Le Livre » (de-

meuré CGT à la création de FO en 47) est un syndicat très fort, organisé, non contesté par ses membres. En vingt ans il n'y a pas eu beaucoup de grèves moins qu'entre 75 et 76 : on parvenait toujours à un accord relativement satisfaisant quand un conflit se présentait.

Signalons pour mémoire que « Libération » et « Le Quotidien de Paris » de création récente, sont fabriqués par le travail, ce qui n'empêche pas ces deux rédactions d'être solidaires du livre. La situation embrouillée de la presse à la Libération, sa faiblesse financière (la pagination et le tirage étaient très réduits, c'est seulement avec la reprise des affaires et le développement de la publicité que ça s'est progressivement arrangé) expliquent qu'il n'y ait pas eu alors de modernisation du matériel. La plupart des quotidiens utilisent encore cette année du matériel datant de bien avant-guerre : de 1920 à 1936 pour le plus « récent »...

Seul « Le Monde » qui, lui, tournait sur des machines datant de 1914 s'est équipé d'une façon moderne il y a une quinzaine d'années.



Photo A.F.P.

Moderniser, (voir les explications techniques de Dominique Simonnet) ça signifie remplacer un matériel lourd par un matériel plus léger... nécessitant un personnel beaucoup plus réduit et d'une qualification, spécialisation, différentes de celles demandées au temps de la typo. La tentation est donc devenue grande, pour les patrons de presse, de sauter pardessus les accords avec le syndicat, de licencier à tour de bras ou de s'adresser à des imprimeries ne faisant pas partie du Livre. Si grande, la tentation, qu'ils ne peuvent plus résister.

FILOCHARD...

Le premier accroc dans la bonne entente, bien avant l'affaire du « Parisien » sur laquelle nous allons revenir, c'était le coup « Paris-Jour » il y a une dizaine d'années. En conflit avec les journalistes de sa rédaction, Mme Del Duca décide tout simplement d'arrêter la publication de « Paris-Jour » ! Licencier illégalement du personnel ? Mais moi, je n'ai embauché personne, répond cette ogresse, c'est le Livre qui embauche, vous le savez bien, ce n'est pas moi !...

Et puis, la grosse affaire, le précédent d'importance, c'est l'histoire du « Parisien Libéré ». Vous vous souvenez ? Amaury, jaloux du succès, justement, de « Paris-Jour », décide que c'est une question de format, joue les copieurs et lance un « Parisien » petit format, sans pour autant cesser la parution du grand format. Pour voir. Peu à peu, par essais et tâtonnements, il était arrivé à fabriquer à peu près 40% en petit format et 60% en grand format. C'était d'une complication dingue et d'un coût aberrant : composer deux fois un même journal, c'est un luxe impossible. Bête mais pas fou, notre Amaury s'est finalement décidé à supprimer un format pour ne fabriquer que l'autre... Seulement, pour ça, il lui fallait licencier du personnel imprudemment engagé...

Là, à juste titre, le Syndicat du Livre n'était pas du tout d'accord : les ouvriers, qui exécutent consciencieusement le boulot qu'on leur demande, n'ont pas à faire les frais des erreurs et des coups de folie d'un patron de presse qui dirige un journal et son imprimerie comme on joue au monopoly. Refus des licenciements. Grève. Occupation de l'imprimerie du « Parisien ». Vous connaissez la suite. Amaury, en toute insolence et impunité, va tout simplement imprimer son torchon ailleurs. Le gouvernement n'intervient pas pour lui taper sur les doigts (au contraire, on met à sa disposition des motards de la police pour convoier les camionnettes de livraison du journal que les ouvriers syndiqués des NMPP refusent de distribuer). Des « journalistes » (?) se font complices de cette mauvaise action en continuant à collaborer à cette feuille au mépris des ouvriers qui leur ont permis de porter leurs élucubrations au public depuis des années. L'opinion publique, confondant ce journal dénué d'intérêt, sinon franchement nuisible avec le problème des ouvriers mis en cause, reste indifférente, voire hostile : on reproche aux grévistes de se la couler douce pendant que leurs copains travaillent pour eux (il faut se rappeler que depuis bientôt un an, tous les syndiqués au Livre donnent 10% de leur salaire pour la subsistance des grévistes). Tout ça est très grave.

Plus lourd encore de conséquences semble être le récent coup d'éclat « France Soir »-« La Figaro ». Ces deux quotidiens viennent d'annoncer leur retrait de « La Presse ». Désormais, ils ne reconnaissent plus le monopole du syndicat, ils travailleront uniquement avec des imprimeries n'en faisant pas partie, ça sera tellement plus simple ! Pour faire accepter

QUELQUES DATES HERSANT

HERSANT, 20 ANS EN 1940, ET DÉJÀ UN JOURNAL SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES: "JEUNES FORCES"

ORGANE D'UN MOUVEMENT DE JEUNES COLLABOS. 35 ANS APRÈS, IL DEVIENT PROPRIÉTAIRE DU "FIGARO"

35 ANS POUR ALLER DU 28 DES CHAMPS-ÉLYSÉES AU ROND-POINT. UN EMPIRE DE PRESSE, PEUT-ÊTRE

LE PREMIER, CONSTITUÉ PAR LE RACHAT AU BON MOMENT, DE TOUTS LES JOURNAUX QUI BATTENT DE L'AILE...

EN 1950, HERSANT LANCE SON PREMIER HEBDO AVEC JEAN NOHAIN. "C'EST LA VIE". EN 1952, UN AUTRE HEBDO: "SEMAINE DU MONDE" QU'IL REVENDRA EN 1956, À DASSAULT POUR L'AIDER À LANCER SON "JOURS DE FRANCE". EN ÉCHANGE,

DASSAULT FERA ÉLIRE HERSANT DÉPUTÉ DE L'OISE DU "FRONT RÉPUBLICAIN" DE GUY MOLLET, MENDES-FRANCE, MITTERRAND, CHAMBADELMAS. LE DÉPUTÉ HERSANT SERA INAUGURÉ

POUR FINIR DE COLLABORATION, LE 17 AVRIL 1956, MAIS LA GAUCHE S'ABSTIENDRA ! RÉ-ÉLU LE 20 JUIN 1956 ET CONSTAMMENT DE PLUS EN PLUS 20 ANS ! LE SUCCÈS DE "L'AUTO-JOURNAL"

LANCÉ EN 1952, VA ÉTABLIR LES BASES DE L'EMPIRE DE PRESSE HERSANT. À PARTIR DE 1953, IL RACHÈTE TOUTS LES

JOURNAUX DE PROVINCE QUI LUI TOMBENT SOUS LA MAIN. UN QUOTIDIEN SOCIALISTE DU NORD NE LUI FAIT PAS PEUR.

N'IMPORTE QUOI. UNE RIBAMBELLE DE JOURNAUX, SURTOUT DU CENTRE ET DE L'OUEST DE LA FRANCE DISPARAISSENT.

AVEC TROIS OU QUATRE HEBDOS, IL FAIT UN QUOTIDIEN. AVEC TROIS OU QUATRE QUOTIDIENS IL FAIT UN HEBDO.

PARTI DE "L'OISE MATIN" RACHÉTÉ EN 1953 ET REVENDU AU "PARISIEN LIBÉRÉ", HERSANT ENERGELE MÉTHODIQUEMENT

PARIS. L'INFORMATION, HERSANT S'EN FOUT. ELLE N'EST QU'UN SUPPORT À LA PUBLICITÉ. EN 1971, UN GROS COUP: LE

RACHAT DE "PARIS-NORMANDIE" L'OFFRE EST FAITE AU DIRECTEUR SUR SON LIT D'HÔPITAL. REVANCHE POUR HERSANT: UN JOURNAL CRÉÉ PAR DES RÉSISTANTS QUI

LUI TOMBE DANS LA MAIN APRÈS QU'IL AIT DEBAUCHÉ UN AN, LES ACTIONNAIRES. PROUBERT (30 ANS) N'ATTEND PAS D'ÊTRE À L'HÔTEL POUR VENDRE...

LE "FIGARO" AU VALTOUR. UN LÉGER CONTRETEMPS: L'INDOYABLE D'ORNESON, LE DIRECTEUR DU "FIGARO", RIT.

DES MANTIÈRES. MAIS L'INDOYABLE DE L'ÉLYSÉE SAURA TROUVER LES MOTS QU'IL FAUT, ET L'AFFAIRE EST

CONCLUE: 6 MILLIARDS ANCIENS! PRÊTES PAR DASSAULT? PAR DES PÉTROLIERS? MYSTÈRE. MAIS C'ÉTAIT EN 1975, ET DEPUIS LA PUB DIMINUE...

LE DÉFICIT DU "FIGARO" AUGMENTE. UN AUTRE MYSTÈRE: OÙ PASSENT LES 80.000 "FIGARO" (SUR 430.000) DISTRIBUÉS CHAQUE JOUR GRATUITEMENT?

cette vacherie, ils mettent en avant, bien sûr, les « exorbitantes exigences » des ouvriers du Livre : pensez donc, ces gens là voudraient obtenir la sécurité de l'emploi pour eux quelles que soient les modernisations, et la réintégration progressive de leurs copains du « Parisien » (ce qui peut passer pour une victoire d'Amaury : si ses ouvriers sont réemployés ailleurs, le voilà tranquille !). Ils sont anachroniques, ces syndiqués ! Trop vieux pour le monde moderne ! Des diplodocus ! ils voudraient freiner le progrès de la belle presse française. C'est du moins ce qu'on cherche à nous faire croire.

Le Comité Intersyndical du Livre répond à cela, dans un numéro pirate du « Parisien » distribué, entre autres, au départ de Paris-Strasbourg, qu'il n'a jamais été contre la modernisation : les ouvriers font des stages de recyclage et sont tout à fait prêts à assurer un boulot sur machines modernes. Quant au coût supposé de leurs exigences qui couleraient soi-disant les pauvres journaux en question le Comité rappelle tout simplement que « France-Soir » fait partie du puissant groupe Hachette qui ne semble pas au bord de la faillite. Quant au « Figaro », c'est la chose M. Hersant, propriétaire déjà de neuf quotidiens en France (voir encadré de Cabu). Ces deux groupes sont candidats au rachat du groupe Prouvost sur la brèche. Alors, pas de sous pour payer des ouvriers ?

...CROQUIGNOL...

Comme par hasard, ce coup d'éclat coïncide avec un autre projet des deux complices : concurrencer la presse de province. Par un procédé qu'il serait trop compliqué d'expliquer techniquement, une sorte de béline perfectionnée (déjà utilisée depuis longtemps dans les pays totalitaires, par « La Pravda », par exemple) une feuille de journal composée à Paris peut être reproduite absolument simultanément à des centaines de kilomètres de là. « Le Figaro » aura donc rédaction régionale et imprimerie dans les principales villes de province, Marseille, Lille, Caen par exemple. Il leur envoie en fac-similé la ou les pages d'information générale, leur fait confiance pour les annonces de cinéma, les décès et autres chiens écrasés locaux, et voilà « Le Figaro » dans la boîte aux lettres ou chez le libraire le matin, en même temps que « Ouest France » ou « le Dauphiné » qui, du coup, n'ont plus aucun moyen de lutter contre « les grands » : leur seule supériorité, jusqu'à présent était leur présence locale et leur rapidité de livraison.

C'est pas un joli petit coup de monopole de l'information, ça ! Surtout quand on sait que « Le Figaro », précurseur, songe à fonder pour cette histoire de fac-similé simultané, une société avec « France-Soir » (donc Hachette) qui tenterait d'obtenir le monopole de ce procédé. Tout comme Hachette, présent financièrement dans presque toutes les maisons d'édition, a déjà le monopole de la distribution des journaux et périodiques avec les NMPP, celui de la diffusion des vidéo-cassettes avec « Vidéogrammes de France » et presque celui de la distribution de disques avec « Sono-Presse ».

La presse de province est ce qu'elle est. Vous verrez plus loin ce qu'en pense Arthur qui l'a connue de l'intérieur. Mais du moins, elle existe. Elle a le mérite d'être diversifiée (même si l'idéologie véhiculée est la même d'un coin à l'autre de la France) et d'entretenir une sorte de compétitivité salutaire. Plus il y a de journaux, plus on peut espérer maintenir une certaine liberté de la presse.

Si on laisse Hachette-Hersant devenir les maîtres tout puissants et ubiquistes de l'information, c'en est définitivement terminé de la possibilité d'exis-

tence d'une « grande » presse quotidienne d'opinion et d'opposition, même timide. C'est grave aussi, non ?

...ET RIBOULDINGUE.

Autre retombée, et pas des moindres, de ce petit truandage autorisé : le sabotage possible des NMPP

Les Nouvelles Messageries de Presse Parisienne, on vous racontera leur histoire la semaine prochaine, elle est édifiante elle aussi. Mais ce qu'il importe de savoir c'est que cette importante organisation, remarquablement agencée, pratique pour tous ses usagers, éditeurs de presse comme distributeurs (on la dit unique au monde dans sa perfection) a le gros mérite d'être une coopérative et, par là, de ne pouvoir exercer aucune censure. Du fait du monopole, tout nouveau journal désirant être présent sur les points de vente en fait automatiquement partie : quoi qu'il raconte, il sera distribué comme les copains, au même tarif, dans les mêmes conditions, tant qu'il ne subit pas d'interdiction du ministère de l'Intérieur aujourd'hui prudent en la matière.

Or, si « Le Figaro » et « France-Soir » ne sont plus fabriqués par les ouvriers du Livre, ça va faire le même coup que pour le « Parisien » : les ouvriers syndiqués des NMPP vont refuser de les distribuer. Pas empruntés ni gênés pour autant, il y a de grandes chances pour que Ferry et Hersant (qui ont sûrement déjà prévu le coup) aient vite fait de se retourner et de s'organiser en un tour de main leur petit organisme privé de distribution. Si c'est fait sous forme de coopérative, même tout ce qu'il y a de plus bidon, la loi le leur permet ! C'est la porte ouverte à un nouveau monopole qui lui, sera fait en connaissance de cause dans le contexte fascinant que nous entre-voyons, et non plus dans l'euphorie humaniste et bonne camarade l'immédiat après guerre : tout libéralisme, toute tolérance en seraient effacés que nous n'en serions pas étonnés, n'est-ce pas ?

Dans le même temps, les NMPP, privées de l'apport financier de ces deux grands quotidiens, ou bien se casseraient la gueule, ou bien augmenteraient considérablement leur tarif... Dans les deux cas, qui c'est qui se retrouverait tout nu, sans défense et sans un sou pour subsister ? Ben tiens, pardieu, mais toute la presse à faible ou moyen tirage (vos serveurs en particulier) qui, comme par hasard, est le plus souvent une presse d'opposition ! C'est pas superbe, ça ?

Que Ferry, donc « France-Soir », donc Hachette, faut pas l'oublier, accepte délibérément de saboter un autre secteur Hachette, ça laisse rêver sur les conséquences bénéfiques que ces messieurs attendent de cette mauvaise action : faut que ça soit considérable !

Que le gouvernement laisse aller sans dire un mot, en faisant semblant de regarder ailleurs, ça laisse rêver sur les services qu'il attend de ses compères, plus dévoués que jamais à sa propagande après ce coup-là soyons en sûrs.

On parle d'un danger de fascisation du régime ? Où ça ? Mais vous rêvez, braves gens ! C'est déjà parti, et bien parti !

On a pris la peine, et on continuera, de mettre tout ça au net en long et en large, (si on a fait des erreurs de détail, dites-le nous) parce qu'il nous paraît important de comprendre que soutenir aujourd'hui les ouvriers du Livre ce n'est pas défendre une corporation anachronique. C'est s'associer aux derniers soubresauts de l'information libre.

Isabelle Cabut.

COMMENT UTILISER LA PRESSE DE PROVINCE

GROS titre : « un mort au passage à niveau ouvert » et, en bas de page : « bombe atomique au Japon ». C'était, en août 45, la première page d'un journal de province.

Trop beau pour être vrai ?

Peut-être, mais vraisemblable. Le journal de province est fait pour la province. Hiroshima est trop loin de Cucugnan. Au stagiaire du « Berrichon Libéré », on apprend à apprécier le critère de la proximité. Le monde s'arrête aux frontières de la zone d'édition. Mais si le fracas des armes internationales s'estompe, c'est pour laisser la place aux rumeurs locales qui n'ont rien d'élevées. La presse de province reproduit à son échelon les schémas politiques de la presse parisienne : elle fait la politique du maire et du conseiller général et, d'une édition voisine à l'autre, peut être « rouge » ou tricolore selon la couleur du député. Les propriétaires des journaux provinciaux, hobereaux qui font dans l'édition comme d'autres font dans l'alimentation, se prétendent impartiaux et apolitiques. Comment leur faire comprendre qu'un reportage en Corse sur la légion étrangère et une page à la gloire des « Mirages » de Salon-de-Provence est un acte éminemment politique ? Que passer des pages noires de photos d'anciens combattants et de départs à la retraite est œuvrer à la glorification de la mort médaillée et du travail soumis ?

Reflet, dit-elle, du monde provincial, de ses soucis et de ses hiérarchies, la presse de province enfonce patiemment le lecteur dans une médiocrité somptueuse : admiration du notable, primauté du sport qui muscle le cerveau, respect béant du « progrès » (qui se confond avec le passage de la bétonneuse). Les journaux de province sont aux mains de quelques personnages, Hersant, Richerot, Bremond, Defferre, Bavastro, les chefs des « familles » qui se sont partagés le gâteau à la Libération. Ces individus, dont aucun n'est homme de presse, exercent un pouvoir de style dictatorial avancé. Ils ont commencé par mettre au pas leurs rédactions sur l'air : « 15 % des journalistes sont au chômage, c'est pas le moment de revendiquer ! ». Résultat : aucun comité de rédacteurs en province pour surveiller la gérance et séparer le contenu intellectuel d'un journal de ses contraintes financières (publicité). La presse de province est corps et biens dépendante du trust Havas et des annonceurs. Les plus grands groupes ont fusionné pour des motifs de rentabilité, c'est-à-dire qu'ils ont avalé toute la kyrielle des petits journaux indépendants. « Ouest-France » (600.000 exemplaires) ; « Le Progrès, Le Dauphiné Libéré » (450 + 400.000 ex.) ; « Sud-Ouest » ; « La Voix du Nord » ; « Le Provençal » et le « Le Méridional » (bravo Defferre !) et les journaux d'Hersant contrôlent à 90 % la presse de province. Les éditions départementales sont communes sous des jaquettes légèrement différentes et le lecteur n'a jamais le choix. Au tabac, sur la banque, il n'y a qu'une seule pile et le vendeur vous donne « le journal ». Les rédactions parisiennes composent la même « une » anodine, faite avec des dépêches d'agence et le repiquage maladroit du « Monde » de la veille.

S-EAU-S JURA



EDITÉES pour le compte d'une banque - qu'importent les circuits pourvu que les capitaux tournent - les études régionales de la qualité biologique des cours d'eau du bassin de l'Ain sont intéressantes dans le sens où elles peuvent nous donner emprise sur le terrain de ceux qui récupèrent l'écologie. La campagne d'étude relative à vingt-sept cours d'eau (ici vingt-deux) affluents de la Bienne et du cours jurassien de l'Ain fut effectuée durant le mois de juillet 73 par M. Verneaux et ses collaborateurs. De cette étude, il ressort manifestement qu'industrie et tourisme amènent pollutions. Mais ce n'est pas en installant, en aval de chaque village de vacances, des stations d'épuration soumises à des contrôles réguliers, comme voudraient nous le faire croire certains groupes « environnementalistes » étrangement neutres et ouvertement réformistes, que l'on stoppera les pollutions sur le Haut-Jura. C'est en bloquant totalement les délirants projets de domestication touristique qui le menacent. De ce raccord à une vision globale des choses, le régionalisme comtois a ses chances, et ne fait déjà plus sourire.

Christian Treillard

LE BASSIN DE LA BIENNE

La Bienne (L : 62 km. 18% en classe 2, 76% en classes 3 et 4, 6% en classe 5). « Cet affluent principal de l'Ain naît de la confluence de plusieurs ruisseaux qui drainent les eaux résiduaires » de plusieurs stations touristiques, dont les Rousses et Prémaman. « La Bienne possède ce triste privilège d'être le seul grand cours jurassien ne possédant aucune partie de son cours dans la classe optimale de qualité ».

Le Tacon (L : 13,2 km. 95% en classes 1 et 2, 5% en classe 5).

Le Lizon (L : 11,6 km. Entièrement en classes 1 et 2).

Le Longviry (L : 9,6 km. Entièrement en classes 1 et 2).

Le ruisseau de Choux (L : 4,3 km. En classe 1).
Le ruisseau d'Héria (L : 7,8 km. En classes 1 et 2).

L'Evalude (L : 7,4 km. En classes 1 et 2).

L'Abime (L : 4 km. Classes 1 et 2).

Méthodologie :

« L'indice biotique moyen » ($Ib = \frac{Ic + II}{2}$) est déterminé à l'aide d'un tableau standard, en fonction de la nature et de la diversité de la macrofaune benthique peuplant les cours d'eau selon un processus normalisé. Trois prélèvements effectués en eau courante permettent de déterminer Ic, trois prélèvements effectués en eau calme permettent de déterminer II.

Dans les cours d'eau examinés, l'indice de pollution (Ip) est obtenu en effectuant la différence $10 - Ib$ puisque dans les cours d'eau jurassiens l'indice biotique moyen normal est égal à 10; « l'indice biotique qui varie entre 0 et 10 est proportionnel à l'aptitude biologique du cours d'eau ».

LE BASSIN DE L'AIN

L'Ain (L : 91,6 km. 46% en classe 1, 52% en classes 2 et 3, 2% en classe 4). Au niveau de l'agglomération de Champagnole, les rejets sont particulièrement chargés en hydrocarbures et en détergents. « A l'exclusion des retenues, seule la moitié du cours jurassien de l'Ain présente une qualité biologique compatible avec le développement des organismes aquatiques électifs de son type écologique ».

La Valouse (L : 44,8 km. 40% en classe 2, 60% en classe 3).

Le Valouson (L : 8,4 km. Entièrement en classe 2).

L'Angillon (L : 29,2 km. 25% en classe 1, 75% en classes 2 et 3). Plus de 50% du cours d'eau sont plus ou moins dégradés.

La Lemme (L : 18,8 km. 12% en classe 1, 73% en classes 2 et 3, 15% en classe 4) « L'un des ruisseaux supérieurs sert de vecteur aux eaux résiduaires de la station dite d'épuration, actuellement non-fonctionnelle, de St-Laurent ».

Le Hérisson (L : 18 km. 22% en classe 1, 78% en classes 2 et 3).

La Saine (L : 17,4 km. 93% en classe 1, 7% en classe 2).

La Serpentine (L : 16 km. 56% en classe 1, 44% en classes 2 et 3).

Le ruisseau d'Esserval (L : 3,8 km. 37% en classe 1, 63% en classe 2).

La Sirène (L : 14 km. Totallement en classe 1).

Le Drouvenant (L : 13 km. 72% en classe 1, 28% en classes 2, 3 et 4).

Le ruisseau de Clairvaux (L : 1,2 km. Totallement en classe 5).

La Cimante (L : 10 km. Totallement en classe 1).

Le ruisseau de Moirans (L : 3,2 km. Entièrement en classes 3 et 4). « Ce ruisseau, qui constitue le collecteur des égouts de Moirans, contamine la retenue de Vouglans ».

QUALITÉ BIOLOGIQUE DES COURS D'EAU DU BASSIN DE L'AIN (cours Jura). Etude : juillet 73, publication : octobre 74

63% du réseau étudié présentent une qualité biologique normale ou sub-normale.
30% atteignent un stade critique de pollution.
7% sont « considérablement endommagés ».

indice de pollution	classe	qualité de l'eau	pollution
$Ip < 1$	1	bonne (normale)	
$1 < Ip < 3$	2	acceptable (sub-normale)	sensible
$3 < Ip < 5$	3	douteuse	notable
$5 < Ip < 7$	4	critique	importante
$Ip > 7$	5	très mauvaise	très importante

Echos

□ L'agence de bassin Artois-Picardie a décidé le mois dernier un gros effort, jusqu'à 65% de subventions, pour l'épuration des eaux. Mais ces aides seront accordées proportionnellement à la pollution enlevée, ce qui est évidemment une très bonne chose. Car améliorer les procédés de fabrication d'un produit peut réduire la pollution. A condition de ne pas en profiter pour accélérer le rendement, bien sûr. Comme ces améliorations peuvent aussi conduire à la fabrication de sous-produits, et donc à leur vente, l'Agence de bassin en tiendra

compte et n'entend pas payer de sa poche les efforts, louables et indispensables, mais aussi rentables pour l'industrie. Même politique pour les stations d'épuration. La subvention sera fractionnée sur dix ans; chaque année la station devra faire la preuve



qu'elle fonctionne, et bien, pour en bénéficier.

□ La Baise est une petite rivière qui arrose tout le département du Gers avant de se jeter dans la Garonne. Elle vient du plateau de Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées, plateau investi par Pêchiney-Ugine Kuhlmann, qui emploie toute la main-d'œuvre disponible de la région. Production d'aluminium : 50 000 tonnes par an, plus les 700 tonnes de fluor qui les accompagnent, et que l'on retrouve dans les plantes, les fourrages, dans les os des bestiaux que Pêchiney rembourse quand ils crèvent de fluorose. Production de produits chimiques pour engrais, herbicides et explosifs, et enfin cimenterie. Toutes



les eaux utilisées sont renvoyées à la Baise. « Chaque seconde, 1 000 litres d'eau de refroidissement, chargées d'azote ammoniacal, d'hydrazine, de phénol, de chaux, de sels divers, se mêlent

au cours d'eau » (« Le Monde » du 9 juin). On laisse bien décanter ces eaux dans une série de bassins et finalement la Baise reste claire, mais on ne trouve les premiers poissons que 65 kilomètres plus loin.

La Baise fait partie avec l'Agout, la Midouze, une partie de l'Ariège et du Touyré, des cours d'eau où la lutte contre la pollution sera renforcée au cours de la période 1977-1981, vient de décider l'agence de bassin Adour-Garonne.

Si la sécheresse continue, la pollution restant toujours la même, elle, les poissons disparaîtront complètement. L'ouverture de la pêche a eu lieu le 12 juin. Officiellement.

on les aura



nos petits pots



LA REVOLTE DES PETITS POTS

UN publiciste américain se vantait de pouvoir, grâce à la télévision, vendre n'importe quel produit aux enfants avant même qu'ils ne sachent parler. Pour les industriels, l'enfant est aujourd'hui à la fois un argument de vente et un fabuleux marché à conquérir. L'allaitement au sein ne rapporte de sous à personne. Qu'à cela ne tienne : l'industrie alimentaire s'emploie, à grands renforts de publicité, à le remplacer par toute une gamme de produits conditionnés : laits en poudre, farines, petits pots.

Dans le Tiers-Monde, où l'hygiène est mauvaise et les mères incapables de lire les étiquettes, l'emploi de laits industriels peut littéralement mettre des nourrissons en danger de mort. Un groupe suisse

« Tiers-Monde » de Berne a été attaqué en diffamation par la multinationale Nestlé pour avoir dénoncé cette vérité dans une brochure au titre provocant : « Nestlé tue les bébés » (voir G.O. n° 84).

Les bébés gavés des pays riches courent moins de dangers que leurs frères sous-alimentés. Mais les produits que l'industrie leur propose sont systématiquement trop riches en sucre et en sel, révèlent de récentes études de « Que Choisir ? » et du « Laboratoire Coopératif ». Et surtout, la consommation habituelle de pots tout préparés et de farines précuites conditionne insidieusement les enfants à se repaître plus tard d'aliments standardisés (plats cuisinés, desserts instantanés, sodas, jambon industriel sous emballage plastique...) fabriqués par l'industrie.

Un lait peut en cacher un autre

« L'allaitement maternel s'est révélé du point de vue nutritionnel la solution qui convient le mieux et qui donne les meilleurs résultats pour le développement harmonieux de l'enfant ».

C'est l'Organisation mondiale de la santé qui le dit solennellement dans une déclaration (23 mai 74). Le « Bulletin d'information » du Laboratoire Coopératif, qui a publié (mars-avril 76) un important dossier sur « nourrir les bébés », donne les conseils suivants :

« Essayez d'allaiter votre bébé, au moins quelques semaines, de préférence jusqu'à 4 ou 5 mois. Ne vous laissez pas dissuader de le faire, sauf par votre médecin, qui, lui, ne vous en dissuadera pas sans raison valable. Votre bébé n'est pas un cobaye pour échantillons gratuits ; sa santé est plus importante que le règlement de la maternité. Allaiter au sein crée des servitudes, mais faire les biberons en crée d'autres : votre lait est toujours prêt, à la température qu'il faut, et à l'abri des microbes ».



LES QUATRE NOURRICES

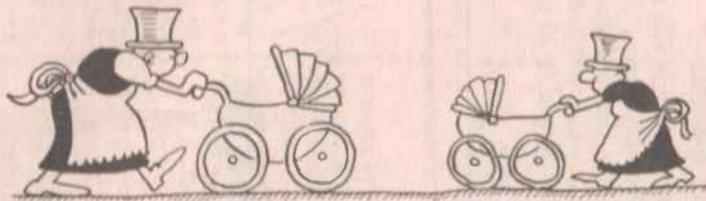
Gueule enfarinée

Le Laboratoire coopératif a analysé vingt-deux farines pour bébé, vendues sous neuf marques différentes, soit encore moins de firmes productrices. Conclusion des enquêteurs : « notre impression dominante est l'étonnement : comment, dans un secteur où les données nutritionnelles sont si importantes pour l'avenir, où les firmes paraissent si sûres d'elles-mêmes, où le public est si convaincu que tout est en ordre, et contrôlé de toutes parts, comment peut-on relever tant d'anomalies de composition, d'étiquetage, tant de préconisations discutables, voire abusives ? »

Les étiquettes conseillent de commencer à donner des bouillies à un âge trop tendre (les enzymes qui permettent de digérer l'amidon des farines n'apparaissent que vers le 3^e ou le 4^e mois). Elles incitent à en donner trop. Elles renferment dans la majorité des cas trop de sucre, quelquefois trop de sel.

● « Farines-biberon » ou « premier âge » :

vrais, pour diverses raisons, l'alimentation au sein n'est pas toujours possible. Selon le Laboratoire coopératif, la meilleure solution de rechange est le « lait maternisé » ou « lait humanisé ». Sous ce nom est vendu du lait de vache spécialement traité et modifié pour que sa composition se rapproche au maximum du lait de femme. Il est enrichi en lactose, appauvri en sels minéraux et en protéides. La composition des protéines et des matières grasses est également modifiée. Ce « lait maternisé », exemple de « percée technologique » apparemment positive, est nettement préférable au lait de vache étendu d'eau et aux « laits infantiles » classiques, « simples laits de vache partiellement écrémés et abusivement sucrés, qui ne répondent pas aux vrais besoins du nourrisson ».



Malgré la variété des marques, ce sont en réalité quatre firmes qui monopolisent le marché des aliments préparés pour bébés en France : B.S.N.-Gervais-Danone, numéro un de l'industrie alimentaire française (Gallia, Fali, Jacquemaire), Sopad-Nestlé, numéro deux de l'industrie alimentaire mondiale (Guigoz, Ptipa), la Société des produits du maïs (Gerber), et Pharmaponti, issue d'une récente alliance entre une coopérative agricole, la Coat-Kaer de Quimperlé, et la Coopération pharmaceutique française, Cooper (Baby-repas).

Ces quatre sociétés vendent 300 millions d'unités par an. Le taux d'expansion annuel de ce secteur est de 18 à 20 %. La concentration de l'industrie des aliments pour bébés est encore plus forte aux États-Unis, où une seule société, Gerber, contrôle à elle seule 65 % du marché.
(source : « Science et Vie »).

AH ! LES PETITS POTS !

« Que Choisir ? » (N° 106, avril 76) fait de singulières révélations : « Que trouve-t-on dans un petit pot de « jambon-carottes » ? Du jambon, oui, mais tout juste 12 %, des carottes, évidemment, mais pas plus de 10 % ; soit au total 22 % de « jambon-carottes ». Le reste, soit 78 %, est constitué d'un mélange d'amidon de maïs, de semoule de blé, de protéines de lait, de tomate concentrée, d'oignon, de sucre, de levure et d'eau bien entendu ! Vingt deux grammes de « jambon-carottes » pour le prix de 1,40 F environ, cela donne le kilo de jambon-carottes à 63 F. Une facilité qui se paye très cher ! »

Comme les farines, les petits pots contiennent trop de sucre et trop de sel. « 9 g de sucre supplémentaire dans un pot de bœuf, 18 g dans un pot de fruits ne peuvent que dénaturer le goût des aliments et conditionner l'enfant à une alimentation trop sucrée. »

Les petits pots contiennent aussi trop de nitrates qui proviennent des engrais chimiques utilisés. Sous l'action de certains micro-organismes présents en quantité dans la flore intestinale des nourrissons, les nitrates, inoffensifs par eux-mêmes, se transforment en nitrites susceptibles d'entraîner des empoisonnements du sang. « Que Choisir ? » note : « bien sûr, on est loin des quantités très dangereuses pour un bébé bien portant (20 mg par kg de poids), mais ça n'est pas vrai pour un bébé présentant une diarrhée, à qui l'on peut donner plusieurs petits pots de carottes par jour. Technologiquement, il est tout à fait possible d'arriver à des taux beaucoup plus bas. »

Conseil de « Que Choisir ? » : « Il faut donc éviter de donner trop souvent des carottes et des épinards et surtout s'en abstenir avec des bébés de moins de trois mois ».

« Que Choisir ? » dénonce le manque de clarté des étiquettes des petits pots : dénomination trompeuse (« peut-on parler de bœuf ou de poulet quand le petit pot en contient moins de 50 % ? ») ; illustration peu conforme à la réalité du contenu ; date limite de consommation imprimée trop petit ; âge de destination peu visible au premier coup d'œil ; composition incomplète.

« Que Choisir ? » pose aussi la question de l'utilité sociale des petits pots. La revue de défense des consommateurs reconnaît que leur vogue est pour une large part un « conditionnement », un besoin créé par la publicité et la mode. Elle concède cependant que certaines préparations, longue à préparer et difficiles à doser, comme les mélanges légumes-viande, peuvent se révéler utiles. Ce n'est de toute façon qu'entre quatre mois et un an que les petits pots sont une « solution facile », « présentant des bonnes garanties ». Au-dessous de 4 mois, priorité au lait. Au-delà d'un an, le bambin peut « pratiquement manger la même chose que le reste de la famille ». « Huit mois d'utilité, on est donc loin des 4 ans auxquels rêvent les industriels ».

De fait, « en dépit d'une progression spectaculaire, le marché des petits pots est loin d'être saturé. En 1973, 52 % des enfants de moins de deux ans n'en mangeaient jamais ». « Que Choisir ? » précise : « Les plus gros consommateurs ont entre 6 mois et un an (à 7 mois, 75 % des bébés mangent des petits pots). Mais, même à ce moment, les bébés restent dans leur majorité des consommateurs occasionnels (moins d'un pot par jour). »

Laurent Samuel

Les seules farines acceptables pour les moins de quatre mois sont celles qui ne contiennent pas de gluten. Cet impératif conduit les fabricants à éliminer le blé, le seigle, l'orge et l'avoine au profit d'« ingrédients pauvres en protides, en vitamines du groupe B, etc. », mais trop riches en saccharose.

Le Laboratoire observe d'autre part : « toutes ces farines sont salées, ce qui n'est pas du tout souhaitable pour l'enfant (c'est sans doute pour faire plaisir à la mère, qui goûte la bouillie, que ce sel est rajouté). Par rapport à la limite de 35 mg/100 g de sodium prévue par le projet d'arrêté sur les aliments de l'enfance, la farine Nestlé en contient deux fois trop, Guigoz et Jacquemaire cinq fois trop, Gallia six fois trop ».

● Farines lactées :

Ces farines contiennent en général encore plus de sucre que les précédentes : plus de 30% ; « plus on habitue les bébés au goût du sucre, plus on les prédispose pour l'avenir à abuser des sucreries avec les inconvénients divers que cela peut entraîner (caries, obésité, etc.) ». De plus, « à teneur égale en farineux, plus une bouillie instantanée est riche en sucre, moins elle est épaisse, ce qui pousse au surdosage, donc à la suralimentation de l'enfant ». Quatre spécialités sur les six analysées contiennent trop de sel. Par ailleurs, « Nestlé, Fali et Jacquemaire annoncent de la vanilline (arôme artificiel de vanille). Est-ce bien dans l'intérêt de l'enfant ou, là encore, pour plaire à la mère ? »

● Farines aux céréales :

Elles renferment trop de sucre (plus de 30% huit fois sur douze produits analysés). Seules exceptions : la farine Aponti 3 céréales (6 à 7%) et la farine Jammet 5 céréales (20%). Ces deux produits, vendus en pharmacie, sont beaucoup plus chers que les autres. D'autre part, Aponti 3 céréales contient de la vanilline de synthèse, présente aussi dans les phosphatines Fali, les blédines Jacquemaire, Guigoz 5 céréales, Picot, la Nidine Nestlé et les flocons biscottés Aponti. Les farines analysées contiennent enfin trop de sel, à l'exception de Guigoz au miel et de Picot aux céréales. Toujours selon le Laboratoire coopératif, la qualité bactériologique des farines analysées est dans l'ensemble bonne. Et elles ne contiennent pas de résidus décelables de pesticides organochlorés, à l'exception d'une très faible dose de lindane dans la Jammet 5 céréales.

Jean Ferrat

**« Si tu savais comme c'est doux
De vivre et puis comment qu'c'est rose
Tu boirais ton bib'ron d'un coup
Pour engraisser Monsieur Guigoz
Car si tu bois bien ton lolo
Si tu veux la mettre en sourdine
On t'paiera bientôt des p'tits pots
Pour engraisser Monsieur Blédine. »**



peht-voulet

LA HAGUE, LA BECANE ET LES AUTRES

LE premier rendez-vous antinucléaire de l'année 1976 se solde par un succès : une dizaine de milliers de personnes (douze mille selon les organisateurs, quatre mille selon la police) ont manifesté dimanche 6 juin contre le centre de la Hague, dans le Cotentin. Outre des gens de la région, cette manifestation pacifique a rassemblé sous un soleil radieux des écologistes venus de la plupart des points chauds français et européens de la contestation antinucléaire, comme Wyhl (Allemagne) ou Kaiser-augst (Suisse), sans oublier Malville et Fessenheim.

Seule ombre au tableau : la non-participation des travailleurs du centre de traitement des déchets atomiques. L'union régionale C.F.D.T. explique dans un communiqué : « Si l'essentiel des objectifs de lutte (non à l'extension de la Hague, non à la privatisation, abaissement des doses admissibles de radioactivité) rejoint largement nos préoccupations, il n'en reste pas moins que la manifestation est interprétée par certains travailleurs du C.E.A. comme une absence de préoccupation au sujet de leur emploi immédiat. » (Citée par « Le Monde » du 8 juin). Bref, les syndicalistes de la Hague semblent avoir pour l'instant une position très en retrait par rapport à celle de la C.F.D.T. au niveau national, qui réclame un moratoire de trois ans.

A noter : le C.R.I.L.A.N. (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie), co-organisateur de la manifestation de la Hague avec le C.C.P.H. (Comité contre la pollution de la Hague), vient de publier une excellente brochure : « Une centrale nucléaire à Flamanville ? » Flamanville est, rappelons-le, située à une quinzaine de kilomètres au sud de la Hague. La brochure fait le point sur le projet d'E.D.F. et la très active lutte antinucléaire dans la région. Elle explique très clairement les risques de l'opération (conséquences sur la pêche, dangers géologiques, accidents, société policière, etc.). Prix : 5 F. CRILAN Flamanville, 50340 Les Pieux.

Le 6 juin toujours, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées à Golfech, dans le Tarn-et-



Photo Mulliac-Ady

Garonne, à l'appel des comités antinucléaires et des associations écologiques de la région du Sud-Ouest. Ce rassemblement avait pour but de protester contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire, qui semble maintenu malgré l'opposition massive de la population, exprimée lors d'un référendum en 1975. (Contact : Association toulousaine d'écologie, 18, rue des Pénitents-Gris 31000 Toulouse.)

TROIS à quatre mille cyclistes ont pédalé dans les rues de Paris le samedi 5 juin. C'était la manif à vélo des Amis de la Terre, qui avait lieu à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement. Aucun incident sérieux à signaler. Cette manifestation vélocipédique était une des dernières d'une saison chargée. Mais les Amis de la Terre (et les autres défenseurs de la bécane) ne comptent pas baisser le guidon. Les Amis de la Terre préviennent : « Si rien n'est fait dans ce domaine (réseaux cyclables), les cyclistes immobiliseront la circulation, non pas une fois par an, mais 10 fois, 20 fois en des lieux différents et en particulier pendant les grands départs du week-end. D'ici six mois, si des mesures concrètes ne sont pas prises, et cela avant les élections municipales, nous déclarerons la guerre à la voiture ! »

Le Mouvement défense de la bicyclette (M.D.B.), récemment censuré à l'émission « questions pour un samedi » sur France-Inter, organise les 19 et 20 juin une « consultation intégrale » de ses adhérents. Rendez-vous dans la forêt de Fontainebleau, au Coquibus, refuge des amis de la nature, tout près de Milly-la-Forêt. On peut camper sur place. Renseignements : M.D.B., 43, rue du Fg St-Martin, 75010 Paris. Tél. : 206.40.95.

Une seule solution, la vélorution !

L.S.

Le Temps des cerises

Le festival « Le Temps des cerises » a eu lieu les 5, 6 et 7 juin à Floreffe en Belgique.

La réussite d'un festival ou d'une réunion populaire, ça tient à quoi ? Sur quels critères se base-t-on pour affirmer : Andennes c'était raté, Censeau c'était le pied ? Pour une bataille, c'est plus facile : on s'étripaille pendant trois jours et après on compte les morts : celui qui en a le moins a gagné. Mais pour un festival ? Est-ce que la réussite tient à la météo ? En ce cas, pour Floreffe, c'était gagné d'avance : il y avait un soleil à faire bronzer les endives, pardon, les chicons. Est-ce que ça tient au cadre ? Positif encore, puisque l'abbaye de Floreffe, bizarrement perchée au-dessus de la Sambre, a juste ce qu'il faut de cours, d'esplanades, de pelouses et d'arbres pour vous rendre réceptifs. Est-ce que ça tient au choix des participants ? On a vu des spectacles autrement chargés en vedettes se casser royalement la gueule. Finalement non. Il est impossible d'analyser un festival comme un paquet de lessive, de faire un examen style « Que choisir ? ». Une croix pour les chiottes, deux pour la bouffe...

Le programme annonçait : « Le Temps des cerises sera le temps où nous changerons la vie parce que tous, Wallons, Flamands, Occitans, nous la parlerons dans notre langue... où chacun respectera la langue de l'autre, où s'écrouleront les murs du ghetto régionaliste. » Il ne s'agissait pas d'exposer, de dénoncer explicitement les causes économique-politiques de l'exploitation des minorités régionales. Donc pas de slogans. Mais en filigrane, tout au long de la fête, la recherche des réalités régionales à travers une musique qui plonge ses racines dans des traditions culturelles bien spécifiques. Des groupes wallons, occitans, alsaciens, bretons, Jean Kergrist, Marti Mouna, le père Prosper, Julos Beaucarne, des groupes d'amateurs sur le podium d'Hootenanny... Car le Temps des cerises fut aussi celui de la spontanéité et de l'improvisation. Tout cela sans que personne ne joue à la vedette, sans que le public se contente de « subir » et de « recevoir », tout cela dans la joie le calme et la décontraction ; tout cela sans le moindre car de flics (ça étonne toujours) sans la nuance d'agressivité qui semble aller de pair avec la Foule.

Le Temps des cerises était la fête des minorités régionales, mais aussi celle des gosses, des jeunes, des barbues, des mémés, des gros, des majorités insignifiantes... Une fête qui célébrait joyeusement le droit aux différences à travers le bonheur simple de la musique populaire.

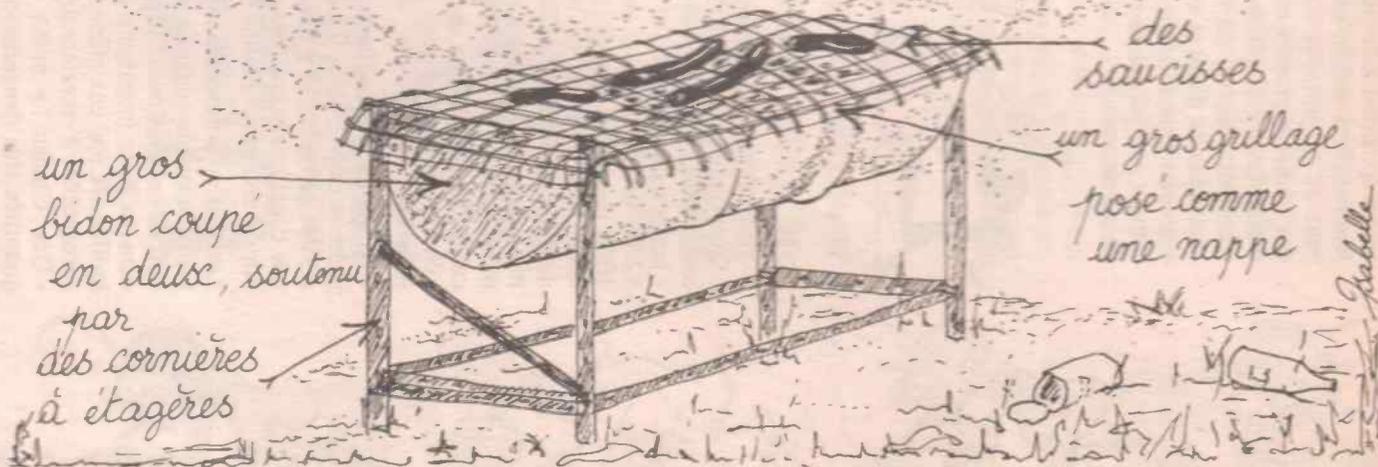
Christiane Ellis

□ Le projet Jonah et la fondation Greenpeace ont mis sur pied une nouvelle expédition, composée d'un chalutier et d'un voilier qui est partie le 13 juin dans le Pacifique Nord, pour s'opposer à la chasse baleinière industrielle pratiquée par le Japon et l'Union Soviétique.

L'expédition partira de Vancouver, appuyée par les Nations Unies, qui réunissent actuellement dans la même ville la Conférence « Habitat ». Comme l'an dernier (cf G.O. 13 août 1975), les membres de l'équipage tenteront de s'interposer face aux flottes baleinières, pour empêcher le bon déroulement du massacre.

Projet Jonah, 21, Hameau Boileau, 75016 Paris.

ou à la fête du psu : un barbecue de campagne





CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

*De la saveur dans la gueule
pour tous :
Celle du Cantal
et des derniers produits
qui sont encore agricoles.*

TOUT se tient, n'en déplaise aux sciences spécialisées. Ainsi les tripes et les méninges, la nature et la culture : la langue - pas celle du bla-bla-bla, celle qui se prélassait dans la bouche, celle du goût, - est le dernier carré des civilisations locales, qui persistent dans leur cuisine alors que tout le reste, contes, danses, et maisons, a disparu. Or cet ultime réduit est aujourd'hui menacé d'être submergé par le trust de la bouffe industrielle. Chaque jour, elle fait un pas de plus en avant : hier, c'était le poulet, aujourd'hui la pintade et demain le canard, et après le tour de la fraise ou de la patate, c'est celui de la carotte. Au premier stade du système industriel, quand lui échappe encore l'agriculture, du Béarn et du Pays Basque, reste encore le jambon dit à tort de Bayonne et la garbure, mais la prison de tôle ou de nylon et le congélateur sont en train de les plastifier. Seulement, l'offensive la plus rapide s'opérant quand même dans le temps, dans le déluge subsistent encore quelque anachronisme comme le Cantal ; et en attendant la décrue qui permettra à l'Arche de jeter l'ancre sur une terre rincée et purifiée par la catastrophe, il est toujours bon d'y reprendre pied pour souffler et casser la croûte.

On nous parle de grande bouffe, et c'est vrai si la bouffe n'était que calories et protéines ; mais si l'on tient compte de la qualité et de la diversité, pour le plus grand nombre on pourrait plutôt parler de disette, car comme toujours en pareil cas les classes populaires sont les premières à en souffrir. Le peuple des pays « développés » sera gavé de poulet à l'anchois du Pérou et ses poubelles regorgeront du plastique de l'usine à pain, mais le richard transporté en Concorde dans la dernière île déserte se réglera de la dernière sardine sauvage en rompant le dernier pain. Je propose aux littérateurs de service, et à vous aussi, de faire chier les technocrates en vous refusant à qualifier de pain, de poulet, etc., ce qui ne l'est plus, et à réserver ces vocables pour ce qui l'est - inutile d'ajouter « naturel » ou « biololo ».

Donc l'offensive se poursuit, et le redémarrage du développement (ou plutôt rétrécissement) va permettre d'accélérer l'offensive contre les derniers bastions de

la bonne bouffe pour tous, en particulier celui des fromages. Il y a quelques années, le Mondain (vous pouvez taper dessus, ses collègues ont donné le feu vert) déplorait dans sa rubrique agronomique l'anarchie qui régnait dans la production fromagère. C'était la pagaille. N'importe qui pouvait produire n'importe quoi n'importe comment, ce qui est le privilège des compétences technocratiques. Le Brie s'étalait sur son lit de paille s'offrant à l'étreinte des mouches, le Cantal cave-neux, tranché sans que Polytechnique en ait calculé l'angle, était jeté tout nu dans un torchon de papier. Et s'il n'y avait eu que le Cantal ! Hélas ! il y en avait mille que l'Afnor n'avait pas définis. Bref, si le Cantal était consommable, il n'était pas compétitif, et il était temps de faire des fromages français du Fromage, carré brillant dans son smoking de plastique, comme l'est le Fromage (?) américain (ou suédois et même parfois français, ne faisons de peine à personne). Il fallait industrialiser, organiser, rentabiliser le Fromage français devenu enfin compétitif, sinon mangeable. Voici pour la quantité, pour ce qui est de la qualité voir la chronique gastronomique qui vous donnera l'adresse d'un petit caboulot bon marché, où le Münster est encore digne de ce nom.

Malheureusement, si le concept l'En Soi - ici le Fromage - est toujours égal à lui-même, ce fromage que vous avez sous le nez est essentiellement fragile, la moindre variation du milieu, et le voici qu'il se met à évoluer : ne rouspétez pas si votre camembert coule, il ne devient mauvais que



parce qu'il est bon. Tout vrai progrès entraîne un vrai recul (je ressasse mais ça en vaut la peine). Y a pas à dire, le congélateur, quelle commodité ! Plus de corvée de boudin, mais par conséquent plus de boudin. Foutez votre fromage au frigo, il sera toujours là prêt à être consommé, mais non à être savouré : dénonçons ce crime, jeter le camembert tout vif malgré ses cris dans la chambre froide. Le « Pyrénées » d'autrefois, ce n'était pas toujours gai pour le berger qui le fabriquait dans un cayolar ou cujala enfumé, perdu dans la montagne à des heures de marche. Ni pour le consommateur s'il songeait à la main du père Cazenave qui venait juste de soigner le cochon et qui tâta le lait pour lui prendre la température. Le « Pyrénées » n'avait pas cette belle régularité de mœurs que Calvin et la Royal Daidrouf ont donné au Hollande : ce n'était pas toujours sûr, mais quand vous tapiez dans le mille cet Ossau-là était aussi ossalois que la gentiane est bleue. Maintenant, le lait de brebis est chauffé au butane, le cayolar n'est plus sale et enfumé, tant bien que mal la production se concentre, donc se standardise, au centre pastoral. La raison, l'hygiène et le niveau de vie, s'améliorent. Le consommateur n'aura plus la surprise d'avoir du vache pour du pur brebis (qu'est-ce que cela peut lui foutre s'il a trouvé le vache bon et s'il est incapable de le distinguer du brebis ?). Tapi dans la caverne suspecte, il ne découvrira plus le monstre : l'asticot dévorant. Il bouffera du Pur Brebis d'Ossau, du label, c'est à dire du concept.

Sa pâte homogène et lisse comme le flanc des Mercédès aura ce goût de Gruyère que le Gruyère n'avait pas, le même qu'à désormais le sauvage Appenzeller, lui aussi enfin mis au pas par l'hygiène suisse. C'est du Pur Brebis d'Ossau, pensez-y, vous l'avez payé plus cher qu'un humble « vache » - donc il est, vous êtes, meilleur. Mais si vous vous foutez des valeurs officielles, guignez plutôt le dernier Pyrénées sans label qui porte encore imprimé dans sa croûte douteuse les initiales du propriétaire ; dans cette épicerie, il fut toujours bon car, à défaut du label, l'épicier béarnais savait à qui il l'achetait. Vous le dégusterez avec respect, en pensant au vieux qui, tout seul là-haut, s'obstine. C'est de l'Ossau du père Campagnet ou Lacrouts, ce n'est pas du Pur Brebis coulé à la chaîne, ni du fromage de montagne noirci au chalumeau pour faire naturel.

Car on n'arrête pas le cours du progrès, qui produit tout, même de la nature. Le système tend au totalitaire, ne l'oublions jamais, il faut qu'il mette son nez partout pour supprimer les odeurs, jusque dans les trous du Cantal désormais percés par

ses paysagistes : c'est moins par volonté politique que parce que telle est sa pente. Il ne lui suffit pas de détruire, il intègre. Pas de destruction de la nature sans quelque réserve alibi où le ministre puisse installer sa datcha. Pas d'industrialisation générale de la bouffe sans quelque secteur du produit naturel sous label. Vous en voulez ? Payez-le ; on vous l'avait bien dit que ce genre de fromage était beaucoup plus cher ! Vous aurez donc droit au fromage « fermier » ; comme si un fromage digne de ce nom pouvait être autre chose. Si vous en doutez, faites donc par exemple la différence entre le Münster dit fermier et celui qu'on met en boîte. Le fromage naturel est naturellement défini et contrôlé par l'État ; la nature chimiquement pure, qui peut vous la garantir sinon la science et les bureaux, et bien entendu la police ? Ainsi, en même temps que du Fromage, vous mangerez de cet autre concept : de la nature. Et M. M... (pas de réclame) pourra ainsi vous vendre du vache au tarif de l'Ossau mixte sans label.

Mais si vous aimez les fromages plutôt que ce que l'on en dit ou ce qu'ils valent, achetez donc plutôt un morceau de Cantal, ce péquenot minable que vous trouverez encore à tous les coins de rue : pressez-vous, il va être bientôt reçu dans les salons du fromagiste. Et, Carrefour ou petit épicier, faites votre devoir de consommateur : la Morale avant tout ! Renoncez à ces membres épars congelés dans du plastique, exprimez bien haut votre indignation, que tous les caddies vous entendent ! Exigez qu'il soit tranché dans la motte. Mais c'est à vous d'avoir l'œil, le nez, pour distinguer l'arbre dans la forêt. C'est à vous de choisir : d'être libre, ici et maintenant partout où vous pouvez encore le faire. Si vous ne le faites pas là, vous ne le ferez pas ailleurs : qui ne choisit pas son fromage ne saura pas choisir son gouvernement. Pour ce qui est du Cantal de demain, on verra dans quinze jours ou un mois ce qu'on peut en penser.

Bernard Charbonneau



NOS AMIES LES MAUVAISES HERBES

J.M. Roger, conseiller agricole gagné à la cause de l'agriculture « biologique », estime que les mauvaises herbes sont les « bonnes herbes des mauvais sols ». Nous partageons entièrement cette opinion.

LES plantes adventices, en effet, l'expérience le montre même si des recherches fondamentales n'ont pas été faites ou peu sur le sujet, sont étroitement liées, aussi bien dans leur nature que dans leur densité, au type de sol sur lequel elles poussent. Chercher à les détruire directement à l'aide de produits toxiques est une attitude aberrante, où on ne s'attaque qu'à la conséquence (la plante adventice) et non à la cause (un déséquilibre du sol); une telle attitude ne profite en fin de compte qu'aux marchands d'herbicides.

On peut considérer les mauvaises herbes comme un des moyens qu'utilise spontanément le sol pour se rééquilibrer, améliorer sa structure, s'aérer, en un mot acquiescer sa fertilité et sa fécondité maximales; car dans la nature tout est tendu vers une intensité maximale de vie, tenant compte, bien entendu, des grandes contraintes du milieu (teneur de l'atmosphère en gaz carbonique, climat, etc.). En agriculture classique, on cherche à supprimer les adventices en les tuant, sans y parvenir jamais totalement; en agriculture écologique, on cherche à diminuer leur nombre pour faire disparaître leur « nuisibilité », ce qui est tout à fait différent. Il est vain de toute façon de croire qu'on peut limiter durablement la pousse des adventices à l'aide des herbicides, à moins d'utiliser fréquemment ces derniers (ce qui se fait dans la pratique d'ailleurs...). L'utilisation des herbicides appelle l'utilisation des herbicides.

COMMENT LUTTER ÉCOLOGIQUEMENT ET EFFICACEMENT CONTRE LES PLANTES ADVENTICES ?

Le principe théorique de base est d'obtenir un sol fertile et équilibré où les mauvaises herbes auront très peu de raison d'être. Ceci n'est pas une vue de l'esprit, mais est confirmé par l'expérience. Autrement dit, il faut appliquer le mieux possible les techniques de l'agriculture écologique.

Cependant, diverses pratiques culturales permettent de lutter plus directement contre les mauvaises herbes.

- a) Éviter autant que possible que les adventices montent en graines (ceci, tous les agriculteurs le savent);
- b) Détruire les adventices au bon moment. Ce « bon moment » est très difficile à déterminer car il ne s'agit pas seulement de savoir quand cette destruction va être la plus efficace apparemment, mais à quel stade l'apport de la plante au sol voit son effet rééquilibrant être maximum; certaines adventices comme les coquelicots secréteraient des toxines par leurs racines, d'autres telles que le ray-grass (ou même les chardons dans certains cas) constituent une bonne fumure et travaillent le sol par leurs racines puissantes; il faudra donc extirper puis ramasser et composter en tas (ou à la rigueur mulcher (1) en surface) les racines des premières, alors qu'on ne détruira que la partie aérienne des autres (à condition qu'elles ne soient pas trop gênantes évidemment).
- e) Éviter la multiplication des mauvaises herbes par voie végétative. Ceci est particulièrement vrai pour certaines plantes



Ph. BERTRAND

telles que le chiendent, chez qui le moindre fragment de rhizome donne naissance à un nouveau plant; on peut lutter directement contre de telles adventices par des façons culturales superficielles bien conduites et des cultures étouffantes (sarrasin) faites au bon moment, parallèlement à un effort de rééquilibrage du sol qui reste le seul moyen de lutte radical.

d) Faire des rotations de cultures bien étudiées. Ceci est certes plus facile à dire qu'à mettre en œuvre et demande beaucoup de connaissances et de compétences. De plus, on se heurte souvent à des contraintes diverses, mais la variété dans les cultures aide à mieux rééquilibrer le sol. De la même façon, on peut parfois lutter contre une mauvaise herbe en choisissant un engrais vert d'espèce voisine de cette dernière. Par exemple, on peut lutter contre la folle avoine en semant du brôme ou de l'avoine, contre le vulpin en semant du ray-grass, contre sauges et ravenelles en semant une crucifère telle que colza, navette, moutarde.

e) Travailler judicieusement le sol au bon moment. Il faut détruire les adventices dès

qu'elles commencent à germer chaque fois que c'est possible; pour cela, il est nécessaire de prendre une motte, de la briser et de voir si elle ne contient pas des points blancs (qui sont des graines germées); à noter également que c'est à ce moment qu'il faut semer la culture (si c'est possible), car la germination des « mauvaises » graines indique que l'activité biologique du sol a repris son cours. C'est un bon indicateur.

Dans le même ordre d'idées, on hersera les semis à l'automne et au printemps à ce même stade de germination des adventices, mais en s'arrangeant également, évidemment, pour ne pas abimer la culture. Après la récolte, il faut s'arranger pour faire lever les adventices (si possible dans un engrais vert) et les détruire de façon superficielle judicieusement (ce qui ne veut pas forcément dire fréquemment) répétées.

Joseph Pousset

(1) Le « Mulching » consiste à laisser une matière organique se décomposer à la surface du sol.

Vanille-fraise

CREME GLACEE A LA VANILLE ET A LA FRAISE

Lu, avec une loupe, sur un petit pot Alemagna :

« Composants : sucres, lait écrémé en poudre, beurre, purée de fraises (15% dans la fraction fraise), jaune d'œufs, lactose, protéines de lait, vanille (0,1% dans la fraction vanille).

Additifs : stabilisants : E 401, E 412.

Colorants : E 102, E 123, E 124, E 127, E 150, E 160 ».

Produit fabriqué en Italie, mais vendu en France, notamment dans les cinémas, pendant l'entracte.

E 102 : tartrazine, c'est le jaune, pour la vanille;

E 123 : amarante, rouge;

E 124 : rouge cochenille A;

E 127 : érythroazine, rouge;

E 150 : caramel;

E 160 : caroténoïdes.

Les quatre premiers sont toxiques ou cancérigènes selon la législation en cours dans chaque pays, voire même in-

terdits dans certains. Mais les lumières faiblardes de la salle de cinéma ne permettent absolument pas de lire le couvercle du petit pot. Même si on commence à prendre l'habitude de se méfier dans les magasins, ici on achète les yeux fermés et par routine.

RECETTE DE CREME GLACEE A LA FRAISE, A MA FAÇON

Fouetter un grand pot de crème fraîche et y incorporer une purée de fraises passées au mixer ou au moulin légumes, avec sucre et jus de ci-



tron (il sert d'antioxydant en empêchant les fraises de noircir et de renforteur de goût. Il remplace la quarantaine d'acides divers, de citrates, de tartrates et autres ascorbates autorisés par la loi). Pour les proportions, faut goûter, c'est

selon la qualité des fraises. On verse cette crème fluide dans le bac à glaçons pendant trois heures environ. On peut utiliser n'importe quel fruit ou même compote en hiver.

Danielle

MUTUALITE:
le 21 Juin, à 20h
Gala de
Solidarité avec
HAÏTI
avec
la participation de
plein de gens!!!



Stratégie européenne des « Rapides »

Ebauchée le 13 février dernier dans le « sommet franco-allemand » de Nice, la stratégie franco-allemande dans le domaine des filières d'avenir (surgénérateurs et réacteurs à haute température) vient d'être précisée autant que faire se peut. Ça s'est passé à Bonn, le 18 mai dernier.

Les accords industriels sont au nombre de trois. « Conclu entre le C.E.A., Gesellschaft für Kernforschung – autrement dit le Centre de recherches nucléaires de Karlsruhe – et Interatom Internationale Atomreaktorbau GmbH, filiale à 100 % du constructeur KWU. Le premier accord organise la coopération en ce qui concerne la recherche et le développement. Un accord de système, signé entre le C.E.A. et Interatom, règle la gestion des connaissances mises en commun. Il prévoit la création d'une société de système dans laquelle la participation allemande sera de 35 %, contre 65 % pour la France. A noter que cette part française sera entre les mains d'une société associant le C.E.A. (60 %) et Novatome (40 %). Le troisième accord, conclu entre Interatom et Novatome (Creusot - Loire 40 %, Alsthom 30 % et C.E.A. 30 %), définit la coopération industrielle entre ces partenaires qui ont accès aux licences de la société de système. Une entité sera créée dans laquelle Novatome et Interatom seront à parité ».

« L'intérêt de l'affaire est qu'elle équivaut à un véritable montage européen. En effet, chacun apporte au « pot commun » ses accords avec d'autres partenaires. C'est ainsi que la Belgique et les Pays-Bas, présents dans Kalkar (1), et l'Italie (NIRA) sont « ipso facto » concernés par l'accord franco-allemand. Les deux sont donc cinq. Un sixième est sur la touche, la Grande-Bretagne (...) ».

Programme : SNR - 300, suivi de SNR - 2 (1.300 MWe), 3 (2.000 MWe). Superphénix (1.200 MWe), Saône 1 (1.000 MWe), Saône 2 (?...).

Plutonifèrement vôtre.

Citations : Commentaire du Bulletin « Enerpresse », 20 mai 76.

(1) Prototype SNR - 300 de Kalkar, sur le Rhin, de 300 MWe, en cours de construction...

« Economie et Humanisme » vient de publier une édifiante brochure sur « le Parti Communiste Français et l'atome ». Dans l'introduction, Jacques Chambaz, membre du bureau politique, écrit notamment :

« Le choix n'est pas pour ou contre l'atome, mais le choix est entre deux politiques. Celle d'abandon et de gaspillage de Giscard d'Estaing, des missiles Pluton aux profits scandaleux des trusts de l'atome ; et celle inscrite dans le Programme commun. Celle-ci vise à développer une politique nucléaire conforme aux intérêts du pays, insérée dans une politique de l'énergie cohérente et durable ; faite de l'utilisation étendue de toutes les ressources de notre pays, du charbon à l'hydraulique ; s'appuyant sur le patrimoine revalorisé que constituent les houillères, l'E.D.F., le C.E.A., et sur l'ensemble diversifié de recherche des énergies nouvelles et des richesses de notre sol insuffisamment exploré.

Utiliser l'atome, ce puissant acquis de la connaissance des hommes, c'est s'intégrer pas à pas, pour aujourd'hui et pour demain, dans l'ensemble des moyens dont notre pays dispose, et pourra disposer, sans hâte mais dans un effort continu, démocratiquement déterminé ».

En résumé (des chapitres précédents de « Bugey 01 » à « Malville 76 », quelle constance dans la connerie !) : « Les communistes ne partagent pas la peur irrationnelle de certains adversaires déclarés des centrales nucléaires de longue date, le Parti communiste français s'est prononcé pour une utilisation pacifique de l'atome ».

CEPENDANT

« Cependant, considérer que le niveau des connaissances scientifiques et techniques permet aujourd'hui d'envisager l'utilisation de l'énergie nucléaire pour couvrir une partie des besoins en énergie est une chose ; réclamer, après le tout pétrole des années 60, le tout nucléaire pour les années 1970-80, est chose toute différente.

D'une part, la politique actuelle, pour offrir des débouchés suffisants à Empain et Westinghouse,

continue de sacrifier des sources d'énergie importantes (charbon, production d'électricité non nucléaire...). Pour rentabiliser les investissements nucléaires, elle conduit à la fois à des prix élevés pour toutes les formes d'énergie et à un financement public massif des monopoles du nucléaire.

D'autre part, prétendre que l'activité nucléaire est une activité comme les autres, soumise aux mêmes impératifs de rentabilité financière, c'est oublier que les techniques sont en pleine évolution ; que leur utilisation sur grande échelle pose déjà de graves problèmes d'organisation de santé, de protection du milieu naturel, à plus long terme le problème du traitement et du stockage des déchets radioactifs. A qui fera-t-on croire que les monopoles feront passer ces préoccupations d'intérêt public avant leurs exigences de profit ? ».

Concrètement, les camarades communistes proposent :

- le commissariat à l'Energie atomique serait chargé de la recherche (fondamentale et appliquée), du contrôle de la sécurité, de « la reconversion du potentiel des applications militaires », etc. « Ses responsabilités seraient étendues – de la mine aux réacteurs. Il constituerait une entreprise publique, de taille mondiale, capable de participer dans les meilleures conditions à une large coopération internationale ».

- une Société nationale des combustibles nucléaires couvrirait l'ensemble des opérations du cycle du combustible.

- une Société nationale des constructions des chaudières nucléaires serait chargée de l'ingénierie de ces installations, de la fabrication et du montage des composants spécifiques telles les cuves, etc.

- E.D.F. se voit raffermie dans la maîtrise d'œuvre des centrales électriques ; son rôle pourrait être étendu à la production et à la distribution de chaleur sous forme d'eau chaude et de vapeur.

« Il dépend des travailleurs que ces perspectives deviennent rapidement réalisables ».

Qu'est-ce qui est rouge et qui ne va pas vite ?

E.P.

□ **Place à l'imagination le samedi 19 juin à Thionville !** Des stands seront installés à tous les points-clés de la ville, et les rues promettent d'être animées. Contact : Association pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle, Gérard Bottella, 11, boucle des Prés-de-St-Pierre, 57100 Thionville.

□ **Une manifestation autour du site nucléaire de Cattenom (Moselle) aura lieu le dimanche 27 juin.** Au programme : défilé de voitures, vélos, tracteurs et marcheurs ; forum avec des élus de la région ; visite explicative du site, etc.

□ **« l'énergie, pour quoi faire ? »** Yves Lenoir, ingénieur à l'École des Mines, membre des Amis de la Terre, parlera des déchets ra-

dioactifs, des accidents nucléaires et du « Rapport Poincaré », le vendredi 25 juin à 20 h 30, à la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône.

□ **Qui paie l'opposition nucléaire ?** L'opposition au développement de l'énergie nucléaire en Allemagne de l'Ouest, à l'estime d'un certain Rudolph von Bennigsen-Foerder, président du directoire de Veba, a été soutenue financièrement par l'Europe de l'Est. En outre, affirme ce personnage, le bloc oriental a fortement contribué à affaiblir l'effort nucléaire ouest-allemand ; le programme nucléaire du pays, tout en souffrant d'un manque de soutien ferme de la part du gouvernement jusqu'à ce qu'éclate la crise

pétrolière, a encore été retardé de deux ou trois ans dans son développement du fait des environmentalistes.

Le président du directoire de Veba – groupe dans lequel l'Etat fédéral détient 43 %, et qui sera l'un des plus importants groupes ouest-allemands basés sur le nucléaire – a souligné que les organisations d'environmentalistes n'auraient jamais pu s'offrir avec leurs seules ressources les publications anti-nucléaires qu'elles ont éditées. Bennigsen-Foerder, enfin, voit la main du bloc oriental dans de l'espionnage industriel au plan nucléaire, soulignant à cet égard que des documents très importants, produits par l'industrie nucléaire allemande pour défendre son

point de vue face à l'opposition antinucléaire, avaient immédiatement passé la frontière.

□ **Une enquête publique est ouverte jusqu'au 1^{er} juillet inclus** sur une demande de permis exclusif de recherche de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit « permis de Reignac ». Il vise 59 km² dans le département de la Gironde. Le public peut prendre connaissance de la demande et consigner ses observations sur un registre, à la préfecture de la Gironde (heures et jours ouvrables). On peut aussi adresser des lettres recommandées au préfet.

□ **Soirée « nucléaire et énergies nouvelles »** vendredi 18 juin à par-

tir de 19 h., à la Faculté des lettres de St-Etienne. Avec Philippe Lebreton.

□ **A propos du projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine** aura lieu vendredi 25 juin à Troyes une réunion organisée par le Groupe Paul-Emile Victor. Dimanche 27 à 17 h 30, le Groupe sera à Cruas (Ardèche), où E.D.F. veut construire une centrale de taille exceptionnelle. Haroun Tazieff participera aux débats.

□ **Trois centrales atomiques** seulement ont été mises en service aux Etats-Unis en 1975. En tout, cinquante-huit centrales fonctionnent, assurant 8 % de la production électrique américaine.

SUR LE TERRAIN

CALENDRIER

- Mercredi 16 juin** : Etats généraux de l'architecture et de l'urbanisme, au théâtre Le Palace - 8, rue du faubourg Montmartre - 75009 Paris (jusqu'au dimanche 20).
- Samedi 19 juin** : Début d'un grand rassemblement occitan, la « Festa de la lenga occitana », à Béziers et Valras-Plage.
Fête annuelle de l'association « Vivre dans le 14^e » à Paris.
- Dimanche 20 juin** : « Randonnée des luttes » dans le Saumurois et le Chinonais. Départ de la place de Fontevraud à 10 h.
Deuxième journée des rencontres champêtres nationales de Nature et Progrès, à la Couturanterie, Saint-Laurent, dans le Cher.
- Mardi 22 juin** : Projection-débat de « Katutura », film sur l'apartheid en Afrique du Sud, à la Maison pour tous de Pantin, à 20 h 30.
- Vendredi 25 juin** : Installation, chemin de Vianney à Ecully, pour les deux jours de soutien au cinéma le Canut et pour la liberté du cinéma indépendant.
- Samedi 26 juin** : Début du week-end « Tous ensemble » et de la « Fête de la vie » au Rocheton, près de Melun, en Seine-et-Marne.
Premier jour du festival de musique pop et folk à Lésigneux, à 5 km de Montbrison, dans la Loire.
- Dimanche 3 juillet** : Tous à Malville !



Le numéro 21 du COURRIER DE LA BALEINE vient de paraître. Il est notamment consacré au vélo. 4 frs. Abonnement 1 an : 40 frs. Les Amis de la Terre, 16, rue de l'université. 75007 Paris.

antimilitarisme non-violence

Les Comités de lutte des objecteurs (C.L.O.), B.P. 103 - 75522 Paris Cedex 11, communiquent :
Le 3 juin 1976, la 17^e chambre correctionnelle de Paris a condamné trois objecteurs, insumis aux affectations autoritaires : Patrick Sollic à quatre mois de prison avec sursis, et par défaut Michel Balbous et Auguste Mouchel-Vichard à quatre mois de prison ferme. La semaine précédente, ce même tribunal avait condamné par défaut un autre objecteur, insumis aux affectations autoritaires, à six mois de prison ferme.
De nouveaux procès d'objecteurs vont avoir lieu dans les jours qui viennent : Jean-Louis Bataud devant le Tribunal de grande instance d'Avesnes (Nord) le 27 juin. Ces procès ont lieu alors que l'incorporation de

juin commence pour les objecteurs. Si le gouvernement pense freiner le courant d'insoumission qui se développe depuis trois ans dans l'objection, en réprimant tous azimuts les actuels objecteurs insumis, les premiers jours d'incorporation démontrent le contraire. Sur 46 convoqués à la visite médicale d'incorporation, seuls 24 s'y sont présentés, cinq d'entre eux se rendant dans leur affectation à l'Office national des forêts.

Daniel Hoareau, originaire de la Réunion, a été condamné le 4 juin à deux ans de prison ferme par le Tribunal permanent des forces armées de Rennes. Il était inculpé de refus d'obéissance. Daniel a refusé de porter l'uniforme parce que, dit-il, « Je me sens beaucoup plus utile à la Réunion qu'à l'armée, encore moins à l'armée française, car c'est elle qui m'a matraqué et elle est l'un des piliers du colonialisme à la Réunion ».

On peut lui écrire : Daniel Hoareau, Maison d'arrêt, 56, bd Jacques-Cartier - 35000 Rennes. Contact : Groupe insoumission totale (G.I.T.), 57, rue des Hauts-Pavés - 44000 Nantes.

LILLE. Yves Doligez passe devant la 7^e chambre correctionnelle, avenue du Peuple Belge, le mardi 21 juin à 14 h. Il est inculpé de voies de fait sur un gardien de la paix lors de l'occupation non violente des bureaux de l'Office national des forêts de Lille. Cette manifestation avait pour but la levée de l'inculpation d'un objecteur déserteur de l'O.N.F.

Contact : Insoumission collective internationale (groupe de Lille) et Comité de lutte des objecteurs. 51, rue de Gand - 59000 Lille.

Le centre de rencontres « La porte du virage » vient de changer le thème d'une de ses sessions : du 7 au 15 août, il sera question, non pas du mouvement non violent, mais de « vivre en communauté » : où en est le mouvement communautaire, ses aspects, politique, idéologique, juridique, etc. Inscriptions et renseignements : « La porte du virage » - 60730 Uilly Saint Georges.

MULHOUSE. Les douze inculpés de Mulhouse (voir G.O. n° 104, p. 15) ont été condamnés à 300 F d'amende ferme et quinze jours de prison avec sursis pour rébellion et outrage à agent. Ils ont été par contre relaxés pour ce qui est des graffiti et du port d'armes. Le Comité de soutien commente : « Ces peines nous paraissent sévères au regard des chefs d'inculpation retenus contre des militants politiques. »

tutti frutti

MALVILLE. Il reste encore quelques places pour l'« excursion nucléaire » organisée par les Amis de la Terre, à l'occasion de l'occupation massive et non violente du site nucléaire à Creys-Malville (Isère) à partir du 3 juillet. Dépêchez-vous de réserver vos places en vous inscrivant (nom, adresse, téléphone) et en envoyant vos chèques à l'ordre des Amis de la Terre (16, rue de l'Université - 75007 Paris. Tél. : 261.27.90 l'après-midi) au prix de 75 F pour un aller simple, 90 F pour un aller et retour pendant le week-end. Départ probable le 2 juillet au soir. Les détails complémentaires vous seront envoyés en temps utile.

Dans le cadre de l'occupation non violente du site nucléaire aura lieu à Malville, du 3 au 25 juillet, un camping libertaire. « La société anarchiste et autogérée pour laquelle nous luttons n'aura pas besoin de centrales nucléaires. » Une grande fête libertaire est prévue sur le site le dimanche 18 juillet afin de marquer le quarantième anniversaire de la révolution autogestionnaire espagnole. Une Coordination anarchiste Rhône-Alpes-Romandie (C.A.R.A.R.) est en formation pour l'organisation de ce camping. Pour toute demande d'information et annonce de participation, écrire à Denis Claude, Foyer jeunes travailleurs des Marquisats, B.P. 249, 74011 Annecy, ou à la Coordination libertaire de Suisse romande - case postale 114 - 1211 Genève 8.

Pour tous les gens du sud de la France qui se rendront à Creys-Malville le 3 juillet, rendez-vous à Avignon avant midi au pont Saint Benézet (le pont de la chanson) pour bouffer ensemble et partir vers 13 h 30 en caravane. Décidez vos bagnoles car nous remonterons la nationale 7 en traversant les villages. Pour toutes propositions ou suggestions, écrire à Alain Lichère - quartier Coupe d'Or - 84000 Avignon.

PANTIN. « Katutura », film sur l'apartheid en Afrique du Sud, suivi d'un débat et de la présentation de la campagne anti-Gutspan, mardi 22 juin à 20 h 30, Maison pour tous - 9, rue Lavoisier. Participation aux frais : 4 F. Gratuit pour les enfants.

METZ. Débat sur l'écologie, l'économie, la technique, la non-violence, etc., avec Charles Lorient du M.F.A. et tous ceux qui ont envie de causer. Projection de deux films : « Ailes apostrophées » et « Des oiseaux et des anges ». On y causera du refus 15 % sur les factures E.D.F. C'est à la Maison rouge - 1, rue du Coetlosquet, jeudi 17 juin, à 20 h 30. Contact : Pollution-Non - 96, rue de Tivoli - 57000 Metz.

BRAUD ET SAINT-LOUIS (Gironde). Les comités locaux antinucléaires proposent de visiter et d'occuper les terres du G.F.A. (Groupement foncier agricole) de Braud, le samedi 26 juin à partir de 12 h et le dimanche 27. De nombreux forums de discussion sont prévus sur l'agriculture, ses problèmes locaux, l'agriculture biologique, et un projet de circuit de



bouffe ; le G.F.A. ; le refus de paiement de la récente augmentation de 15 % des factures E.D.F. ; une réflexion sur l'occupation de Creys-Malville. Une réunion de préparation aura lieu le dimanche 20 juin au centre d'accueil antinucléaire à Braud et Saint-Louis.

NOGENT-SUR-SEINE. A l'appel des Amis de la Terre de la Bassée, 500 à 800 cyclistes se sont retrouvés dimanche 13 juin à Nogent-sur-Seine pour une manif à vélo suivie d'un pique-nique, sur le site projeté de la centrale à Liours. Après deux tours de ville, empruntant les rues commerçantes, la file de cyclistes s'est dirigée à travers les peupliers et les champs de maïs jusqu'à Liours. Les actions des semaines à venir ont été discutées : informations sur les marchés de Provins le 17 juin, grande réunion à Troyes le 24 juin, avec Haroun Tazieff.

PARIS. Fête « Vivre dans le 14^e » samedi 19 juin après-midi et soir, au 6, rue Croce-Spinelli (face à la rue Guilleminot). Entrée gratuite. Il y aura des jeux, des sketches, de la musique, à boire et à manger...
Contact : Vivre dans le 14^e. Tél. : 567.72.85.



PARIS. Fête populaire sur la butte Montmartre samedi 19 juin de 10 à 19 h. Elle a lieu place des Abbesses, rue Ravignan et place Emile-Goudeau. Ses thèmes principaux sont la participation active de la population, la gratuité. L'organisation est autogérée par les artistes, artisans et amateurs qui y participent.
Contact : Collectif des artistes, artisans et amateurs, c/o « La Gamelle », 32, rue des Trois-Frères - 75018 Paris. Tél. : 606.48.63. Métro : Abbesses, Pigalle.

□ PARIS. Etats généraux de l'architecture et de l'urbanisme, du 15 au 20 juin, au théâtre le Palace - 8, rue du Faubourg Montmartre - 75009 Paris, organisées par l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (A.D.U.A.).

Au fil du programme : mercredi 16 à 10 h, « l'urbanisation de l'espace en côte Aquitaine », par Bernard Charbonneau ; à 14 h, « architecture et pouvoir », par Roland Jehl ; à 20 h 30, « Désir à crédit », par le Théâtre action de Grenoble. Jeudi 17 à 14 h, « la grande crainte au seul profit de l'espèce humaine », par Henri Laborit ; à 20 h 45, « l'Arabe des neiges », par le Théâtre action de Grenoble ; vendredi 18 à 17 h 45, film et débat sur le regroupement de communes dans le Verdon ; à 20 h 30, « La vie de château, pourvu que ça dure », par la compagnie El Assifa, suivi d'un débat avec les comédiens. Samedi 19 à 10 h, « les centrales nucléaires », par Pierre Samuel ; à 14 h, les moyens audio-visuels d'information et la ville, par P. Madelin ; dimanche 20 à 11 h, assemblée générale de l'A.D.U.A. ; à 16 h, le Mouvement action santé (médecins contestataires). Programme intégral et renseignements : A.D.U.A. - 3, rue La Bruyère - 78000 Versailles. Tél. : 954.81.52.

Occupation du chemin communal qui mène au chantier de la future centrale de Cachenom où EDF voulait faire ses sondages.



L'action a démarré le 9 juin où 250 personnes décidaient de continuer la résistance. Soutenez-les ! ASUM. 3, rue Charles Peguy - 57000. Cachenom.

□ PARIS. L'Université verte de Nature et Progrès vous propose un entretien sur le jardinage biologique, avec Régis Leduc, mercredi 16 juin à 19 h 30 - 45, rue de Lisbonne - 75008 Paris. Tél. : 227.61.74. Métro : Courcelles. Participation aux frais : 7 F.

□ HOUILLES. Réunion de la Coordination écologique nord-ouest région parisienne, vendredi 25 juin à la M.J.C., à 20 h 30. Contact : J.-P. Favris - 37, rue Sœur-Angèle - 95210 Saint Gratien.

MALVILLE: LES CLOUS S'ENFONCENT

Le vendredi 4 juin, salle des fêtes de Belley dans l'Ain, plus de 600 Belleysans ont assisté, dans une salle archicomble, à une conférence ayant pour thème notre « Super-Phénix » national. Les animateurs - ils étaient sept venus de Paris, Lyon et Grenoble : un écologiste, trois physiciens nucléaires, un agriculteur du Beaujolais, un géographe et un économiste - ont mis en pièces le projet qui, même sur le plan économique, est indéfendable. Cette réunion de Belley a constitué une brillante illustration de la forte montée de la prise de conscience dans la région de Malville et ce n'est pas un hasard si la presse locale n'a pas manqué de parler, en bonne place et à plusieurs reprises, de l'événement.

Une étape nouvelle de la prise en charge de l'action par les populations concernées a été atteinte avec la réunion de Bourgoin du 9 juin qui a réuni, à l'initiative de l'équipe municipale de cette même ville, les élus locaux du canton, pour entendre Lew Kowarski et Philippe Lebreton parler des problèmes inhérents à la technique des surgénératurs.

De son côté, l'E.D.F. ne chôme pas ; ses interventions très discrètes ne manquent pas de perfidie. Après un voyage aux Etats-Unis, tous frais et amuse-gueules payés, pour tous les maires des communes concernées par des implantations de centrales - dont Malville - pour voir « l'atome dans le blanc des yeux », comme dirait le clown atomique Jean Kergrist. Après des distributions généreuses de documents

magnifiquement illustrés à tous les pharmaciens, à qui on démontre qu'une centrale nucléaire n'est pas plus dangereuse qu'une chasse d'eau. Après l'opération « lavage de cerveaux » dans les écoles. Messieurs les médecins, votre tour est arrivé, et c'est pour cette semaine : conférence mode E.D.F., avec gueuleton à la clé. Dire que l'E.D.F. ose encore se prétendre un service public ! On s'étonne qu'elle n'ait pas encore eu le tonus suffisant pour organiser des bals gratuits dans les villages avec distributions gratuites de posters... Ne désespérons pas, c'est peut-être pour demain.

En attendant, pour les comités locaux, il y a encore des clous à enfoncer. Au programme pour les prochaines semaines :

- mercredi 16 juin, stand au marché d'Ambérieu ;
- vendredi 18 juin, conférence à Lagnieu, avec des scientifiques de Lyon et de Grenoble ;
- samedi 19 juin, projection d'un film sur Wyhl à Montalieu ;
- dimanche 20 juin, intervention sur le marché de Morestel ;
- samedi 26 juin, fête à Cerin-Marchamp (Ain), avec le Carmagnole de Lyon, etc.

Tous à Malville le 3 juillet ! Prévoir une tente, un sac de couchage et un jerrican.

Comités locaux contre Malville. Vézivieu - 01470 Serrières de Briord.

□ PARIS. Sortie-surprise-pique-nique « aguiguiste » des Amis de la Vie, dimanche 20 juin à 10 h 30 au métro Ternes.

□ SUISSE. Colloque international Bakounine les 3 et 4 juillet, au Rössli, restaurant autogéré, à Stäfa (à trente minutes de Zurich en train omnibus, direction Rapperswil au bord du lac de Zurich). Ce colloque a pour but, à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Bakounine, de mieux faire connaître la pensée et l'action libertaire, en particulier l'immense apport de ce penseur anarchiste, et de créer une occasion d'exposer et d'échanger expériences et idées. Programme détaillé et renseignements complémentaires : Coordination libertaire, case postale 114-1211 Genève 8, Suisse.

□ NEUILLY-SUR-SEINE. Le Chocolat théâtre a écrit et réalisé « L'île clown », spectacle pour enfants, mais aussi pour adultes. Il jouera au Théâtre des jeunes, place Parmentier, mercredi 16 juin à 17 et 21 h, mardi 22 juin à 19 h, mercredi 23 juin à 17 h.

□ ROUBAIX (Nord). Semaine écologique du 19 au 27 juin à l'Hôtel de Ville. Exposition permanente (écologie, antinucléaire, artisanat), projections, débats, films, rallye-vélo. A cette occasion s'ouvre une bibliothèque d'information écologique - 77, rue des Moureaux à Tourcoing (permanence les mercredis et samedis de 14 à 18 h). Programme détaillé et autres renseignements : Amis de la Terre - M.J.C. - 6, place Fosse-aux-Chênes - Roubaix.

□ PARIS. Exposition « porte ouverte » à la Cité Fleurie du 18 au 27 juin. Artistes et artisans vous attendent chaque jour de 14 à 20 h. Vernissage vendredi 18 juin de 18 à 20 h. Feux de la Saint-Jean dans les jardins le mercredi 23 juin à partir de 18 h. « Mouvement écologique » - atelier 20 - Cité Fleurie - 65, bd Arago - 75013 Paris.

□ PARIS. Vidéo-ciné-troc, centre de diffusion multimédia, organise une série de projections sur le thème « prévenir, surveiller et punir », mercredi 16, jeudi 17 et vendredi 18 juin, à 20 h 30 - 8, villa du Parc-Montsouris - 75014 Paris. Aucun des documents présentés ne l'a été au cours des séances précédentes.

□ VALENCIENNES (Nord). Première foire-exposition de produits biologiques et artisanaux pour les régions du Nord, dimanche 20 juin, place de l'Hôtel de Ville (face aux pompes funèbres !), de 10 à 17 h. Cette foire est patronnée par le G.A.B.-N.O.R. (Groupement des agriculteurs biologistes du Nord de la France).

□ GAILLON (Eure). Exposition sur l'alimentation les 19 et 20 juin au Centre d'éducation populaire, organisée par le Mouvement écologique gaillois. Cette expo (alimentation actuelle et ses conséquences, agriculture biologique, perspectives futures...) sera illustrée par de nombreux films et débats. Contact : Mouvement écologique gaillois - 65, av. de la Gare - 27 Gaillon.

□ SAINTE-BAUME (Var). Septième journée mondiale pour la protection de la nature, dimanche 20 juin, de 9 à 21 h. Festival du film écologique. « Comment intéresser l'enfant à l'écologie » et « organisation des classes vertes », avec la collaboration de l'Office central de la coopération à l'école (O.C.C.E.). Camping, pique-nique. Centre culturel de la Sainte-Baume, le plan d'Aups - 83640 Saint Zacharie. Tél. : (91) 04.50.19. Organisation de cette journée : U.D.V.N. (Union départementale vie et nature) - 363, av. de la République - 83000 Toulon. Tél. : 92.95.76.

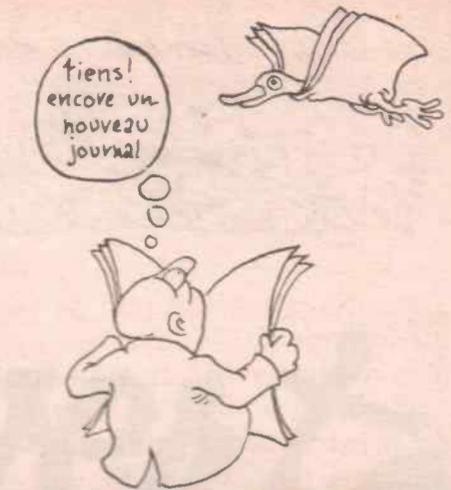
□ ANTIBES. Exposition « S.O.S. baleines », organisée par le Projet Jonah, au Marineland - av. Mozart, jusqu'au 30 juin.

□ L'adresse donnée dans « le petit botein de l'écologie » pour le groupe Psychiatrisés en lutte est périmée depuis belle lurette. Voici la bonne : B.P. 60 - 75721 Paris, Cedex 15. Réunions tous les mercredis à partir de 20 h 30, au 158, rue Legendre - 75017 Paris (métro : Guy Mocquet).

fêtes

□ CHÂTENAY-MALABRY (Hauts-de-Seine). Fête des G.A.M. (Groupes d'action municipale) dimanche 20 juin à partir de 11 h, stade des Bruyères. Avec Gilles Servat, fest-noz, etc. Entrée : 15 F.

□ FONTEVRAUD. Randonnée des luttes dans le Saumurois et le Chinonais dimanche 20 juin, organisée par le P.S.U., avec la participation du Groupement de défense de la forêt de Fontevraud, des Paysans-travailleurs, des comités Fontevraud-Larzac, de la Fédération anarchiste. « Défendons notre région contre les licenciements, l'armée qui exproprie, le nucléaire, les atteintes au cadre de vie. » Rassemblement à 9 h à Fontevraud. Il y aura de la musique, du théâtre, des débats, une pique-nique. Contact : P.S.U., Fédération d'Indre-et-Loire - B.P. 8 - 37300 Joué les Tours.



LOUP GAROU

Vient de paraître un numéro 00 c'est fait par des gens de Nîmes qui ont l'air plein de fougue. Pour s'abonner il faut envoyer 30 frs à M. Favre, 34, rue du Grand Couvent - 30000 - Nîmes (CCP. 2.228.10)

□ LA COUTURANDERIE. SAINT-LAURENT (Cher). Rencontre champêtre de Nature et Progrès samedi 19 et dimanche 20 juin. Il y aura des stands d'agriculteurs biologiques et d'artisans, des débats et tables rondes, une grande vente-troc au profit de Nature et Progrès, un feu de la Saint-Jean, etc. Saint-Laurent est à 15 km de Vierzon (gare S.N.C.F.). On peut camper.

Participation aux frais pour l'accès à toutes les manifestations et le camping sur la propriété : 12 F par personne et par jour. 30 F par jour pour couple avec enfants (et les couples sans enfants ? et les communautés ? Pourquoi cette discrimination ? Note de la G.O.). Supplément de 5 F par nuit pour un lit en dortoir.

Renseignements : M. Georgin, Nature et Progrès-Cher, Le Bois Chanoine, Marmagne - 18500 Mehun sur Yèvre.

□ VALRAS. BÉZIERS. Festa de la lenga occitana les 19 et 20 juin, organisée par l'Institut d'études occitanes. Extraits du programme : dimanche 20 à 10 h, grande réunion publique au théâtre municipal de Béziers. A 16 h, récital de chansons au théâtre de la mer à Valras-Plage ; grand bal à 18 h ; feu de la Saint-Jean à 22 h. La plupart des chanteurs et écrivains occitans seront présents. Contact : Cercle occitan - 34, avenue Gambetta - Béziers. Tél. : 28.82.68

□ ECULLY (Rhône). Fête au Vieux chêne, chemin du Vianney, du vendredi 25 au dimanche 27 juin. Programme ininterrompu avec cinéma, théâtre, jazz, folk... Il y a trois hectares pour camper. Le but de cette fête est le soutien au cinéma lyonnais « Le Canut » et à la liberté d'expression du cinéma indépendant. Pour idées et renseignements, on peut téléphoner au (78) 28.34.91.

□ LEZIGNEUX. MONTBRISON (Loire). Festival gratuit de musique pop et folk les 26 et 27 juin. Il est organisé par des clubs et maisons de jeunes de la région, et n'a pas de but lucratif. Contact : Bernard Vial, rue des Clercs - 42600 Montbrison.

□ MELUN. Fête « tous ensemble » les 26 et 27 juin au Rocheton (la Rochette), sur la RN5 au sud de Melun, direction Fontainebleau. « On se rencontre, on confronte, on débat, on fait la fête. » Depuis deux ans, la Fête de la vie s'est voulue un lieu de rencontres et de discussions, où chacun peut s'exprimer sur les grands problèmes de l'heure. Les organisateurs (Mouvement français pour l'abondance et une vingtaine d'autres associations) lancent un appel à tous : musiciens, acrobates, poètes, cracheurs de feu, danseurs... Contact : M.F.A.S.D., 12, rue Lemerrier - 75017 Paris. Tél. : 387.12.85.



ECHOS

SÉCHERESSE (suite)

Le soleil n'en finit pas de taper et les nuages de nous ignorer. Le blé de printemps ne lèvera plus, autant le laisser manger sur place par le bétail. Les réserves de foin sont épuisées, les pâturages grillés. On aura du mal à refaire quelques stocks pour l'année prochaine, car rien ne poussera d'ici le printemps prochain. Les paysans se résignent à abattre leurs bêtes pour ne pas avoir à les nourrir. Au nord de la ligne Grenoble-Bordeaux, on estime que la production est tombée de 80 %. Le maïs tient encore le coup, mais dans un mois, sans pluie, il grille sur place. Dans l'Orne, il est tombé 8,4 mm d'eau au mois de mai, au lieu de 54 mm les autres années. Les bêtes ont faim et soif. Une vache laitière a besoin de 70 litres d'eau par jour, et d'une tonne de luzerne par an. Cette luzerne qu'on payait 3,50 F la tonne se vend actuellement à 10,00 F. Abattre les bêtes, ça va bien un moment, mais les frigos des abattoirs sont pleins pour quinze jours et refusent les nouveaux arrivages. Les bêtes sont trimbalées d'un abattoir à l'autre et quelquefois le paysan en abat lui-même quelques-unes. Abattage clandestin, avec les risques sanitaires que cela comporte ; mais la situation est réellement désespérée pour certains. L'afflux de viande fait baisser les cours d'autant, en même temps que grimpent les prix du fourrage.

Et l'eau potable ? 1,20 F le litre en moyenne pour l'eau en bouteille, alors qu'elle ne coûte rien à la production, juste la mise en bouteille et le transport. (Comparez avec les 2 F du litre de super, qui demande pourtant une technocratie autrement plus élaborée !) Pas une rivière qui ne soit plus ou moins polluée, pas une nappe qui ne soit en danger. On a laissé par indifférence, inertie, incapacité, incrédulité, pourrir nos rivières, gaspiller nos réserves, bétonner nos lacs et disparaître nos talus. On ne peut rien contre la sécheresse, calamité naturelle, mais ses effets sont quintuplés par l'incurie des hommes qui se sont laissés empêtrer dans leurs pollutions. On est foutu de construire des trucs vachement compliqués comme des centrales nucléaires, usines à faire mourir, et on n'est même pas capable de donner à boire et à manger à tous, disait Claude Villers dans « Marche ou Rêve », pour pas que ça devienne un cauchemar, vendredi dernier à 20 heures, sur France-Inter.

LES CHEMINOTS AUSTRALIENS BOYCOTTENT L'URANIUM

Une grève générale des chemins de fer australiens se poursuit dans l'Etat du Queensland pour soutenir l'action des travailleurs qui refusent de transporter le matériel destiné à la mise en exploitation de la mine d'uranium de Mary Kathleen. L'A.C.T.U. (Conseil des syndicats) a décidé de ne pas extraire d'uranium tant que l'enquête publique globale, actuellement en cours, ne sera pas terminée.

Les Australiens n'ont pas de programme nucléaire propre. Leur minerai est exporté en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Un soutien international est donc nécessaire. Les Amis de la Terre australiens appellent à envoyer des télégrammes et lettres de soutien. Adresse : secretary, Australian Railway Union - 102, Stanley St. - Townville - Qld - Australie.

RUPTURE DE BARRAGE AUX U.S.A.

Un barrage tout neuf, construit en 1974 et mis totalement en eau pour la première fois la semaine dernière, s'est rompu, inondant 1 500 kilomètres carrés de terres cultivées. Des milliers de personnes sont sans abri. Le chiffre des disparus, une soixantaine (?), est imprécis car les communications sont coupées. La population a été immédiatement prévenue, aux premiers craquements du barrage, haut de 95 mètres, qui retient les eaux de la Snake River sur près d'un kilomètre. Cette rivière se jette dans la Columbia, qui débouche dans l'océan Pacifique, au nord-ouest des Etats-Unis. De grandes rivières aux vallées profondes et fertiles, qui descendent des Montagnes Rocheuses. Beaucoup d'eau, beaucoup de barrages.

Les associations écologiques sont actuellement opposées à plusieurs projets de

NUCLÉAIRE : OUI ET NON

Le 8 juin dernier, les électeurs de Californie devaient voter pour ou contre une proposition de loi sur la sécurité de l'industrie nucléaire. Ils avaient les moyens légaux de stopper les centrales nucléaires en marche et en projet. Mais ils n'ont pas voulu : 65 % ont voté pour la poursuite du programme de mort lente, 35 % seulement contre.

Le lendemain, à Plogoff, tout près de la pointe du Raz, les habitants se sont mobilisés pour interdire l'accès de la commune aux techniciens géologues travaillant pour le compte d'E.D.F. « Nous ne voulons pas de vos études parce que nous ne voulons pas de la centrale », déclare le maire de Plogoff. Les gens ont donc organisé des piquets de barrage sur les voies d'accès aux terrains convoités par E.D.F. pour y construire une centrale nucléaire.

E.D.F. a été très discrète. Tout ce qu'on sait, c'est qu'elle vise un terrain de 2,5 kilomètres sur six cents mètres, qu'il y aurait d'abord deux réacteurs, puis deux autres, et un couloir de 50 kilomètres sur 250 mètres de large pour les lignes à haute tension.

L'E.D.F. a cédé pour l'instant. Elle attend l'automne pour revenir à la charge. Les écologistes bretons aussi.



grands barrages. Celui qui vient de craquer, le Teton, du nom du pic Teton qui se trouve pas très loin du parc national de Yellowstone, avait fait l'objet de nombreuses mises en garde de la part de ces associations. Terrain peu étanche, disent les uns, secousse tellurique dans la région l'année dernière, disent les autres. Bilan provisoire : six villages balayés, six mille têtes de bétail noyées, le principal centre de production de pommes de terre des Etats-Unis anéanti, un demi-milliard de dégâts...

D'après « Libération », les autorités médicales ont demandé l'évacuation des maisons inondées, car les pesticides mélangés à l'eau peuvent avoir un effet mortel au contact de la peau.

Pour rectifier net l'environnement d'une région, on peut faire confiance aux barrages.

Danielle